

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA MISE EN RAPPORT
DES FORÊTS DE L'ÉTAT

HISTORIQUE & AMÉNAGEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Mercredi 1^{er} Juin 1898 à 2 heures

PAR

HENRI MADRE

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.
Suffragants } MM. DUCROCQ, professeur.
 } BERTHELEMY, professeur.

PARIS

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, rue Soufflot, 20

1898

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA MISE EN RAPPORT
DES FORÊTS DE L'ÉTAT

HISTORIQUE & AMÉNAGEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

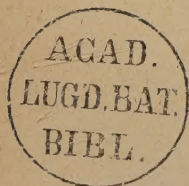
L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Mercredi 1^{er} Juin 1898 à 2 heures

PAR

HENRI MADRE

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.
Suffragants } MM. DUCROCQ, professeur.
 } BERTHELEMY, professeur.



PARIS

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, rue Soufflot, 20

—
1898

INTRODUCTION

Par leur utilité multiple, par leur étendue, par la valeur même de leurs produits, les forêts méritent une place à part dans notre domaine national.

Cette importance spéciale a d'ailleurs reçu sa consécration légale de la promulgation du Code forestier (30 juillet 1827), qui reste encore aujourd'hui, la seule partie codifiée de notre droit administratif.

Telles sont les considérations par lesquelles notre regretté Maître, M. Henry Michel, expliquait l'intérêt qui s'attache à la législation forestière. Ce sont aussi un peu celles qui ont guidé et motivé le choix de notre sujet.

Mais d'autres faits ont encore attiré notre attention. Les pouvoirs publics ont eu assez fréquemment, depuis une dizaine d'années, à s'occuper de cette matière. Des groupes dits forestiers se sont formés à la Chambre et au Sénat, dans le but même de reviser ce Code et ont déjà présenté plusieurs projets partiels.

Malgré la généralité de notre titre nous n'avons pas la prétention d'entreprendre ici à la suite de ces

commissions une revue critique complète de ce Code. Nous n'en avons retenu pour l'examiner en détail qu'une seule question, celle de l'aménagement, question capitale à laquelle des événements récents sont venus donner comme un regain d'actualité.

L'aménagement est, d'après le Code forestier même, la base de jouissance de l'Etat dans ses forêts. C'est lui qui, fixant l'ordre des coupes, en régularise le revenu.

Mais la réglementation et la confection de cet aménagement sont subordonnés à certains principes qui répondent à cette question : Quel est le rôle de l'Etat propriétaire de forêts, ou mieux, quel est le rôle des forêts de l'Etat ? Or nous avons été frappés de ce fait que ce rôle varie avec le développement des sociétés. C'est pourquoi nous avons cru devoir commencer cette étude par un aperçu historique de la législation qui a précédé le Code forestier.

Cet aperçu formera la première partie de notre travail.

Dans la seconde nous étudierons l'aménagement selon nos lois actuelles et nous verrons s'il n'y aurait pas lieu d'apporter quelque changement législatif à cette importante matière.

CHAPITRE PREMIER

NOTRE LÉGISLATION FORESTIÈRE. — HISTORIQUE

L'histoire forestière de la France peut se diviser en plusieurs phases caractérisées par l'importance qui y est attribuée par la législation aux forêts du domaine de l'Etat et aux bois des particuliers.

La première — Des origines au xiii^e siècle — ne connut que fort peu de dispositions légales sur les forêts envisagées surtout au point de vue de la chasse.

Dans la deuxième — Du xiii^e au xv^e siècle — se développe la valeur des bois, c'est alors que l'administration forestière s'organise sous l'œil intéressé de la royauté.

La troisième période part du xv^e siècle pour aboutir à l'ordonnance de 1669. C'est celle de l'apparition des règles culturales. En même temps apparaît un nouveau motif de la sollicitude dont on entoure les forêts. Au sentiment de leur utilité succède, avec Colbert, l'idée de leur nécessité.

Pendant plus d'un siècle la législation reste stationnaire.

Une quatrième période embrasse la législation révolutionnaire. A défaut de conception nouvelle, elle jette un trouble profond dans la vieille administration.

Le Code enfin marque une cinquième phase ; — c'est selon les dispositions de ce Code que nous étudierons l'aménagement.

§ I

**Première phase. — Des origines au XIII^e siècle. —
La loi Burgonde. — Les forestarii.**

La Gaule, dit M. Tassy, fut à l'origine couverte d'épaisses forêts, qui lui valurent son nom latin de Gallia, du mot celtique Gaël, qui signifiait forêt. Quelque contestable que paraisse cette assertion, le fait lui-même ne saurait être mis en doute par quiconque a seulement parcouru le commentaire de la Guerre des Gaules de César.

Ces forêts, constituaient une véritable richesse pour les peuples primitifs, car elles leur fournissaient à la fois armes, nourriture et abri. Et le sentiment de leur utilité ne dut pas être la moindre cause qui les fit mettre de bonne heure sous la protection de la divinité.

Les Francs et les autres peuplades d'origine germanique, qui s'établirent après les Romains sur le sol Gaulois, ne connurent pas tout d'abord d'autre restriction à leur libre et paisible jouissance. Les quelques textes de leurs lois qui nous sont parvenus permettent d'affirmer qu'il exista chez eux un droit

d'usage général dans les forêts. Ainsi la loi Salique prescrivait au propriétaire de marquer les arbres qu'il entendait se réserver ; seul l'enlèvement des arbres ainsi désignés était interdit par la loi et puni comme vol, les produits secondaires de la forêt étant considérés comme faisant partie du domaine de l'Etat.

Mais l'influence de la législation romaine implantée chez les Gaulois se fit sentir de bonne heure ; et ses tendances à individualiser la propriété furent bien accueillies par les chefs barbares dont elles favorisait l'ambition personnelle.

Les dispositions de leurs Codes ne tardèrent pas à s'en ressentir. C'est ainsi que dès le cinquième siècle la loi Gombette restreignait, en l'enfermant dans des limites précises le droit d'usage général au bois de chauffage consacré par la loi Salique. Son texte dont se réclameront encore dix siècles plus tard les populations usagères mérite d'être cité :

« Si quis, Burgundio aut Romanus, sylvam non habeat, incidendi lignum ad usus suos, de jacutivis et sine fructu arboribus, in cujuslibet sylva habeat liberam potestatem, neque ab illo, cujus sylva est, repellatur.... Si quis vero quemquam de jacutivis et non fructiferis arboribus lignum usibus suis necessarium præsumere, fortasse non permiserit, ac si ei pignora tulerit, restitutis in triplum

pignoribus, inferat muletæ nomine solidos sex. »

« Codex legum antiquarum 280 ».

C'est bien encore la proclamation d'un droit naturel d'usage. Mais cet usage n'est déjà plus aussi général que dans la loi Salique. Il ne porte plus désormais que *de jacentivis et sine fructu arboribus* ce que l'on appellera plus tard le *bois mort et le mort-bois*. Ce dernier mot désignant d'abord les arbres de toutes essences autres que le chêne, le hêtre, le poirier, le pommier, le cerisier, l'alisier, le cormier, ou, d'une façon plus générale, tous les fruitiers sauvages, prendra dans les ordonnances de nos rois une signification plus restreinte et sera l'objet de nombreuses contestations jusqu'à la fin du dix-huitième siècle.

Que reste-t-il alors au propriétaire d'une forêt ? D'abord un droit exclusif aux essences fructifères dont il ne pourra tirer grand profit, puisque chacun peut prendre son chauffage où bon lui semble ; la disposition de ses futaies et les droits aux fruits, qu'il concèdera à charge de redevance, enfin et surtout les droits de chasse et de pêche. Nous trouvons ces différents droits consacrés dès 630 par un édit du roi Dagobert qui frappe d'une amende minima de quinze sols, les vols de bois, de gibier ou de poisson, commis « *in sylva communi, vel alicujus locata.* »

Il semble, bien que l'on ne puisse invoquer à l'appui de cette opinion, aucune disposition formelle, que le droit de pâture dût être abandonné au libre usage, comme un droit naturel. C'est du moins la conclusion que nous serions assez disposé à tirer d'un texte de l'an 615, texte dans lequel Clotaire II, essayait de réglementer le pacage.

La loi Burgonde enlevait donc aux forêts toute valeur quant aux bois de chauffage, qu'elles étaient susceptibles de produire. Sans doute elle ne s'étendait tout d'abord qu'à une assez faible partie de notre Gaule, mais il faut d'abord remarquer qu'elle s'adresse aussi bien au Romain qu'au Burgonde : « Si quis, Burgundis, aut Romanus », et ne pas oublier que ces lois barbares étaient personnelles, et que chacun avait en toute chose le droit de se réclamer en tout lieu de sa loi d'origine. C'est ainsi qu'elle nous apparaît comme l'expression d'un état de choses, qui dût en réalité s'étendre de bonne heure à tout le territoire et contre lequel les ordonnances royales réagiront d'autant plus rudement, qu'elles seront de date plus récente.

Cette loi du reste ne sera dénoncée officiellement qu'en 1315 par la fameuse charte aux Normands, de Louis X le Hutin (1).

1. Rousseau, pages 5 et 6.

On s'étonne aujourd'hui de la durée du règne de cette loi et on se demande comment et pourquoi elle ne fut pas atteinte plus tôt par l'autorité royale. La raison en est simple, elle a été donnée dans une étude fort remarquable sur les origines de la sylviculture, par M. Ch. Lefebvre, inspecteur des forêts, en des termes qui méritent d'être cités :

« Alors que l'Europe était habitée par des peuples dépourvus de civilisation, les hommes, Gaulois ou Germains, loin d'avoir à ménager les ressources ligneuses du pays, étaient plutôt contraints de disputer à l'envahissement de la forêt, les clairières où ils avaient planté leurs tentes... Mais aussitôt que la population acquiert une certaine densité, la disparition des forêts, et surtout des bois de futaie, se produirait à brève échéance, si la consommation annuelle ne restait pas proportionnée à la production moyenne. »

Aussi nous faudra-t-il remonter assez loin dans notre histoire pour y trouver une loi franchement protectrice. Cette protection incertaine, incomplète d'abord ira d'ailleurs toujours grandissant suivant l'évolution précédemment tracée...

D'après une opinion assez répandue, la création d'un corps forestier remonterait à Charlemagne auquel reviendrait l'honneur d'avoir ainsi le premier compris l'importance du domaine forestier :

et l'on s'appuie sur le texte de deux capitulaires de ce roi. L'autorité des auteurs qui ont soutenu ou reproduit cette opinion la rend digne d'un examen sérieux. Voyons les textes :

Le premier XXXVI de l'an 800 commence ainsi :
« Ut sylvæ; vel forestes nostræ bene sint custoditæ, et ubi locus fuerit ad stirpandum stirpæ facient iudices, et campos de sylva increscere non permittant : et ubi sylvæ debentesse, non eas permittant nimis capulare atque damnare. »

Le second qui est de 813 porte en son art. XVIII :
« de forestis ut forestarii bene illos defendant, simul et custodiant bestias et pisces (1). »

Ces deux textes ne manquent pas de clarté. Le premier autorise les défrichements là où ils semblent utiles, avec cette restriction de ne pas laisser entamer la forêt par les champs, et prescrit même ces défrichements dans un second cas. Le second est affirmatif sur l'existence des forestarii ; mais il indique en même temps la véritable cause de la sollicitude du roi et la mission de ces agents « simul custodiant bestias et pisces. »

En l'absence même de ce membre de phrase, il ne serait pas impossible de montrer que la mission du forestarius fut bien différente de celle du fores-

1. Pecquet en sa préface.

tier que nous connaissons aujourd'hui. *Foreste dominicum* était alors un terme générique employé couramment pour désigner tout domaine particulier du roi ou du seigneur : et le mot *foresta* paraît s'être plus souvent appliqué d'abord à la pêche. C'est du moins ce qui résulte de différents cartulaires (1). Le *forestarius* fut tout d'abord un fonctionnaire tenant du garde et de l'intendant, chargé à la fois d'entretenir la table du roi de gibier et de poisson, et de faire abattre et conduire à ses châteaux les bois de chauffage et de construction dont il pouvait avoir besoin. Enfin l'on retrouve à la fin même du *xii^e* siècle, dans une concession d'Edouard I^{er}, roi d'Angleterre, le mot *deaforestare* employé pour désigner le détachement de la couronne, d'une partie d'un domaine.

Et Pecquet qui écrivit en 1753 un recueil de lois forestières termine ainsi ses quelques observations sur la même question : « Ce n'était pas pour l'espèce de nos bois que nos rois avaient en vue la conservation des forêts, il était trop commun et de trop peu de valeur. »

Ainsi s'expliquent deux Capitulaires de Louis le Débonnaire (1).

Le premier de *forestibus noviter institutis*, s'exprime ainsi : « Ut quicumque illas habet dimittat,

1. Pecquet en sa préface.

nisi forte iudicio veraci ostendere possit, quod per jussionem seu permissionem domini Caroli Genitoris nostri eas instituisset. » Ainsi les forêts....

Les forêts nouvellement plantées ou semées sans permission devront être détruites.

Le second ne diffère que par les termes : « De forestibus dominicis, ut comitibus denuntient ne ullam forestam noviter instituant, et ubi noviter institutas sine nostra jussione invenerint, dimittere præcipiant. »

En présence de textes aussi clairs, on se demande comment on a pu soutenir que nos forêts furent dès ce temps protégées pour les bois et attribuer à nos rois des idées de prévoyance qu'ils n'avaient ni ne pouvaient avoir (1).

« Cette législation, dit Meaume, dut subsister aussi longtemps que le sol fut couvert d'épaisses forêts, qui formaient plutôt un obstacle à l'accroissement de la population, qu'elles ne servaient au développement de la civilisation et de l'industrie. Le besoin et l'utilité de la conservation des forêts ne se sont fait sentir que beaucoup plus tard, vers le milieu du xiv^e siècle. »

Il semble, en effet, que plusieurs siècles s'écoulèrent encore avant que ne se développât l'idée de la valeur des forêts, fait qui pourrait paraître d'autant

1. Pecquet en sa préface.

plus surprenant que pendant le même temps chaque roi témoigna par plusieurs ordonnances son souci d'organiser un corps d'officiers forestiers. Mais il apparaît dans les mêmes ordonnances que le principal mandat de ces officiers fut la garde de la chasse. Telles les ordonnances :

Du roi Robert, qui place un intendant à la tête de cette administration ;

De Louis VI, 1115, sur les mesureurs et arpenteurs de terres et bois ;

De Philippe-Auguste à Gisors, novembre 1219, sur la repression des délits en la forêt de Retz ;

De Louis IX, 1256. Ordonnance générale sur les obligations et devoirs des agents du pouvoir royal parmi lesquels il placé les forestiers ;

De Philippe le Bel. Sur le serment des « *magistri forestarum et aquarum, gruerii, et forestarii* ».

Nous avons rencontré, pourtant, perdu au milieu de cette longue période, un édit de Louis VIII, à Montargis en 1223, qui porte exemption pour les marchands de bois de la forêt de Retz de tous péages et subsides. Cette exemption qui sera souvent dans la suite renouvelée et étendue, prouve donc qu'il y avait déjà des ventes ; comment et pourquoi n'en trouvons-nous d'autre trace ?

§ II

Deuxième Phase. — Du XIII^e au XV^e siècle. La Charte aux Normands et les ordonnances de 1319-1346-1376.

L'utilité sinon le besoin de la conservation des forêts se fit donc sentir plus tôt que ne l'indique le savant auteur ; en admettant même que la disposition citée ci-dessus ne soit qu'une loi isolée, à laquelle par conséquent il faudrait se garder d'attacher trop d'importance, on ne saurait faire remonter la conception de cette utilité au delà de Philippe le Hardi. Voici ce que ce roi publiait en 1280 : « Aux usagers des forêts du roi, seront faictes livrées en lieux propres et commodes et si esdites livrées ne se trouvent matière et bois nécessaires aux dits usages et suffisances, leur en sera délivré ailleurs esdites forêts, par les dits forestiers, à concurrence de ce qui leur sera nécessaire pour leur usage, et sans qu'ils puissent indifféremment prendre par toute la forêt » (1).

Cette première restriction aux droits des usagers,

1. Rousseau, p. 1.

n'implique-t-elle pas avec le souci des dangers que fait courir aux forêts l'exercice illimité du droit d'usage, la notion naissante de leur utilité économique? C'est d'ailleurs un fait bien caractéristique et bien marqué dans notre législation forestière, que plus cette conception se développera, plus l'autorité royale se fera sévère et restrictive à l'égard des usagers.

Mais deux ordonnances surtout rendent plus contestable l'affirmation de Meaume. Elles sont de Philippe le Long, 1318 et 1319, par conséquent du début et non du milieu du ^{xiv}^e siècle. Avant d'entrer dans le détail de ces ordonnances qui font époque dans la marche des idées forestières, il est bon de voir comment ces dernières purent se développer.

Si rien ne s'était jamais opposé à ce que la royauté tirât parti de ses futaies, nous avons vu, au contraire, que la loi des Burgondes, en proclamant l'usage au bois, comme un droit naturel, enlevait ainsi aux forêts toute valeur quant aux bois de chauffage. Mais des siècles s'étaient écoulés; le régime féodal réagissant contre les abus que ne manqua pas d'entraîner ce droit d'usage sans limite, vint apporter au texte de la loi des Burgondes une interprétation restrictive. Arbres sans fruits, dirent les seigneurs aux habitants qui se prévalaient de ce texte s'entend des menues espèces incapables de croître en futaie.

Et comme ces menues espèces durent suffire d'abord avec le bois mort au chauffage des usagers, comme d'autre part ceux-ci n'avaient aucun moyen de protester, cette interprétation contre laquelle ne cessèrent de s'élever les Feudistes, reçut sa consécration législative dans la Charte Normande de Louis X le Hutin (1314). Le mort bois, dit-elle, comprend neuf menues espèces limitativement indiquées. Ce sont : « saulx, marsaulx, épines, pruisne ou bois punais, seur ou sureau, aulne, genêt, genièvres et ronces » (1).

Il faut se rappeler d'autre part que cette période fut celle des affranchissements en masse, affranchissement des serfs de l'Eglise, affranchissement des serfs des seigneurs, entraînés par l'exemple et aussi la crainte superstitieuse de l'an mille, et que ces affranchissements portaient en même temps des concessions de bois à défricher qui devaient former le pécule des nouveaux hommes libres. Enfin les communautés ecclésiastiques et monastiques s'appliquèrent pendant la même période à étendre par des défrichements répétés leur exploitation agricole.

Bois mort et mort-bois purent continuer à fournir le chauffage des habitants des campagnes ; mais il fallut pour chauffer les villes s'en prendre aux

1. Rousseau, pages 5 et 6.

forces vives de la forêt. Il faut noter d'ailleurs que la difficulté des transports enlevait toute valeur aux bois quelque peu éloignés des rivières ; et ceci nous explique l'importance que prirent dans cette période les règlements sur le service des rivières, et leur étroite intimité avec les règlements forestiers. Enfin l'essor que prirent à la fin surtout de cette période, la civilisation, l'industrie et le commerce, fit sentir davantage la valeur des futaies le plus souvent abandonnées en dons jusqu'alors. La mise en rapport des parties boisées du domaine royal apparut à la fois comme une nécessité économique et comme un excellent moyen de venir en aide au Trésor royal sujet à de fréquents embarras financiers, et souvent acculé à de désastreux expédients.

Philippe V, s'il ne fut pas le premier à le comprendre, fut du moins le premier qui mit à profit les loisirs de la paix pour s'occuper de la mise en rapport des forêts domaniales, dont il organisait la vente des coupes dans une première ordonnance de 1318. En 1319, il en publiait une seconde (Ordonnance d'Asnières), dans le but de remanier l'administration des forêts et de supprimer un grand nombre d'abus fort préjudiciables pour le revenu de ce domaine. Le préambule de cette dernière ordonnance dénote, de façon incontestable, la notion bien nette de la valeur des bois : « A nos amez, les

maistres des forêts... savoir nous faisons que pour le plus grand profit de nous, de notre royaume et de tous les marchands de nos forêts et pour eschiver les fraudes et les malices de moult de gens qui nous ont demandé, ou pourraient demander pour les temps à venir, bois pour édifier ou pour ardoir, nous avons... » Et pour éviter tout abus dans les largesses qui pourront encore être faites par ordre du roi : « les maîtres feront livrées d'une certaine quantité d'arpents où seront pris les dons : les feront laier et mesurer (1). »

En même temps, défense est faite de faire à l'avenir aucune vente extraordinaire (art. 14).

Ces bois, sources de revenus précieux, il va falloir les défendre contre les déprédations de toutes sortes, et surtout contre les abus du pâturage. Aussi l'art. 15 ordonne-t-il que : « nul beste ne ira en taillis jusqu'à temps que le bois se pourra défendre, pour ce que une beste qui ne vaudra pas soixante sols ou quatre livres, y peut faire damage de cent livres ou plus en une année »,

Enfin pour rendre cette protection plus efficace elle constitue une juridiction nouvelle : « Nul juge ne doit connaître des causes forestières que les maîtres, gruyers et maîtres sergents, devant ceux-ci

1. Jamctyon, *Les anciennes ordonnances*.

seuls doivent répondre les sergents des forêts, « car si on les faisait semondre hors, en tant comme ils demourraient, pourraient l'endamager les forêts en bois ou bêtes » (art. 17). Telle est l'explication première de la compétence spéciale que les officiers des forêts garderont jusqu'à la Révolution.

En résumé l'ordonnance de 1319 comportait trois points principaux. Elle organisait la vente des bois, proclamait la défensibilité des jeunes taillis et créait une juridiction spéciale pour les délits forestiers.

Philippe VI dans une ordonnance rendue à Brunay, le 29 mai 1346, vint compléter ces dispositions en posant les premiers principes de l'exploitation rationnelle (1).

« Les mestres des forez, selon ce qu'ils sont ordenez, enquèreront et visiteront toutes les forêts et bois qui y sont, et feront les ventes qui y sont à faire, en regard à ce que les dites forez et bois se puissent perpétuellement soutenir en bon état » art. 4.

Pour faciliter la vente de ces coupes il autorise les principaux marchands à faire circuler les marchandises « par tous païs, sans en payer travers ne péage » (art. 21).

Il faut signaler enfin dans cette ordonnance la

1. Rousseau, p. 7.

déclaration formelle faite par le roi de ne plus, à l'avenir, accorder aucun usage dans les forêts en raison du grand dommage qui en résulte (art. 19).

En vertu de l'article 4 de l'ordonnance de Philippe VI, les coupes effectuées jusqu'alors sans ordre ni mesure durent être conduites de manière à assurer la perpétuité de la forêt, c'est-à-dire qu'il dût s'établir par l'usage une sorte d'aménagement. C'est ce que vient confirmer une ordonnance de Philippe le Bon, octobre 1351 : « *Nemora autem quæ exponuntur sectioni non devastentur aut vendantur, nisi pro modo et tempore consuetis* ». Un autre texte de la même ordonnance semble témoigner que la conservation des richesses forestières a commencé à préoccuper les pouvoirs publics : « *Nec arbores quæ ab antiquo servatæ et fotæ fuerunt, propter decorum et amœnitatem maneriorum, quæ nunquam causa vendendi fuerunt amputatæ* ».

Mais le document le plus considérable de ce siècle fut l'ordonnance de Melun, juillet 1376, due à la sollicitude de Charles V (1). Au contraire des précédentes qui ne traitent que de quelques points particuliers, cette ordonnance embrasse toutes les questions forestières soulevées jusque-là, chasse, personnel, juridiction, exploitation, etc., et nous apparaît

1. Rousseau page 12.

comme le Code forestier de ce temps. Elle fixe de façon précise le nombre et les attributions des agents dont elle exige un cautionnement, pose les premières règles du balivage « et pour ce que au temps passé les maîtres en faisant et vendant ventes de bois, ont, par inadvertance ou autrement, oublié de faire retenue de baivaulz ou estalons, pour la repeuplement des forêts est ordené dorénavant, que en toutes ventes qui seront faictes, sera entendue la retenue des baivaulz ou estalons de dix ou huit à l'arpent. » Elle indique le mode de régler la marche et l'étendue des coupes qui doivent se mouvoir entre vingt et trente arpents, et établit pour les marchands avec l'obligation du cautionnement et celle de clore leurs ventes, les conditions de paiement et de vidange « et auront demy an de vidange oultre le dernier paiement de la vente qui sera de trois ans » ; mais elle prescrit d'autre part aux maîtres chargés des ventes, de bien assurer les marchands « qu'il n'y aura autre vente durant leur temps, ni empeschement qui les destourbe » (1). Enfin elle porte règle-

1. Cette disposition reproduite dans l'ordonnance de 1669, n'a pas trouvé grâce devant les rédacteurs du Code. En vain les marchands ont réclamé son rétablissement. A chaque adjudication principale du reste, MM. les Conservateurs renouvellent en général leur engagement personnel de ne pas mettre en vente d'autres coupes que celles de Chablis et bois déperissants.

mentation générale des droits d'usage, étend à tout le royaume la définition du mort bois donnée par Louis X le Hutin en 1315 pour les forêts de Normandie, et prescrit aux usagers d'abattre le bois qui leur est dû de manière à ménager « la revenue », à peine de réparer à leurs frais le dommage causé par une mauvaise coupe. Cette ordonnance servit de modèle à des édits ultérieurs et plusieurs de ses dispositions passèrent dans l'Ordonnance de 1669.

Mais à cette époque si troublée par la guerre et les calamités de toutes sortes, l'œuvre de Charles V, malgré son réel mérite, ne produisit pas un effet de longue durée ; les abus un instant réprimés ne tardèrent pas à se reproduire avec autant d'audace et d'intensité qu'auparavant.

Dès 1388, Charles VI s'élevait de nouveau contre le gaspillage des ressources forestières du domaine, puis publiait à son tour en 1402 une ordonnance générale. Notons dans cette ordonnance une disposition qui défend de couper le bois à plus de six pouces de terre et d'abattre aucun arbre à la scie et une autre explicative de la compétence attribuée aux tribunaux forestiers sur les causes des marchands qui : « plaideront au siège des dites forêts afin qu'ils ne se consomment en dépenses et que leur train ou trafic n'en soit discontinué », art. 70. Le désordre s'accroissant de plus en plus, le même roi

dut par deux fois en 1415 et 1418 édicter des mesures spéciales pour assurer l'approvisionnement en bois de chauffage, de Paris, menacé d'une disette.

Ce fait aurait dû, semble-t-il, attirer également dans la suite l'attention de ses successeurs et motiver une réglementation plus sévère.... Mais, la royauté avait d'autres soucis. La terrible guerre avec le voisin d'Outre-Manche, sur la question de savoir si l'ancienne Gaule serait France ou dépendance anglaise, les disputes de Louis XI avec les survivants de la féodalité, les guerres d'Italie, laissèrent sans doute peu de loisirs aux conseils du roi pour s'occuper de ce domaine d'ordre pacifique et le *xv^e* siècle ne vécut à peu près que du passé. Une seule ordonnance de Charles VII porte défense de lever péages sur les marchands de bois fréquentant « la rivière de Loire ». Les guerres de ce temps en absorbant l'esprit royal ne contribuèrent pas peu à répandre et à perpétuer la dégradation des forêts ; mais si envahisseurs et envahis y marquèrent souvent leur chemin de ruines, plus grandes encore furent celles accumulées par le bon peuple de France qui put croire un instant ces forêts siennes, et surtout par les officiers royaux qui profitèrent des embarras de la royauté pour se livrer dans les bois soumis à leur juridiction à un véritable trafic.

Troisième phase. — Du XV^e siècle à la Révolution.
— François I^{er}. Henri VI. Louis XIV. — 1515,
1597, 1669.

Le xvi^e siècle s'ouvrait sous de meilleures auspices. L'Anglais bouté hors de France, la royauté avait reconquis son unité. Avec le calme renaissait la prospérité. Le commerce allait pouvoir se donner libre cours ; les mers lui étaient ouvertes et la marine sut en profiter. L'exploitation des mines et des usines, prenant son essor, ouvrait à l'activité de la nation une nouvelle carrière. Commerce, marine, mines et usines trouvaient dans le bois un auxiliaire indispensable. Mais les forêts ruinées par les uns, pillées par les autres avaient tellement souffert pendant le siècle précédent, que leur insuffisance devait être bientôt à craindre. Les rois et leurs conseils le comprirent et nombreuses furent les ordonnances rendues par François I^{er}, Henri II, Charles IX, Henri III, Henri IV.

Mais encore ne faudrait-il pas s'exagérer l'importance de ces mesures législatives et les juger d'a-

près leur nombre. Une observation est nécessaire, observation qui s'applique d'ailleurs également aux ordonnances des siècles précédents. C'est que ces ordonnances présentent maintes répétitions. Ces répétitions eurent différentes causes. Elles furent occasionnées les unes par la persistance des abus que leurs dispositions tendaient à réprimer, les autres par la volonté d'étendre à une nouvelle partie du domaine royal ou à ce domaine tout entier une règle qui avait été à l'origine spéciale à telle ou telle forêt ; d'autres enfin, et ce furent les plus nombreuses, durent leur origine à ce fait, que les ordonnances royales n'ayant d'autorité, qu'autant qu'elles avaient reçu l'approbation du parlement provincial, elles avaient été lors d'une première promulgation l'objet d'une fin de non recevoir de la part de tel ou tel parlement. Citons comme exemple de ces répétitions la fameuse charte aux Normands de Louis X le Hutin, en 1315, et qui fut successivement confirmée par Philippe VI de Valois, 1339, Charles VI, 1380, Charles VII, 1456, Louis XI, 1461, Charles VIII, 1485, François I^{er}, 1515, et Henri III, 1579.

D'autre part, les lois forestières de ce siècle furent, pour le plus grand nombre, plutôt des édits que des ordonnances et ne traitèrent que des points particuliers. Seules deux d'entre elles revêtirent un ca-

ractère plus général et méritent une attention particulière, de ce fait et surtout parce qu'elles devaient servir de modèles immédiats à l'ordonnance de 1669.

Mais l'ensemble de cette législation se signale à la fois par les idées nouvelles sur le rôle des forêts qui s'en dégagent, et par les importants principes cultureux qu'elle pose. Aux différentes mesures de protection (restriction des droits d'usage, administration et juridiction spéciales) que nous avons eu l'occasion de signaler jusqu'ici vont s'ajouter les interdictions de défrichement ; et la notion de la valeur économique des bois de grandes dimensions va se joindre à celle de l'utilité du bois de chauffage. Le souci de la production des grands bois se traduira par de nombreuses dispositions sur l'aménagement, le balivage, les quarts en réserve. Enfin la crainte de manquer de bois de futaie motiva l'intervention de l'autorité royale, timide d'abord, mais bientôt impérative, dans l'administration des biens des communautés et des particuliers. De ces dispositions, nous ne retiendrons ici que celles qui concernent les quarts en réserve, les autres devant trouver leur développement naturel au titre de l'aménagement.

C'est l'avènement de François I^{er} qui marque cette ère nouvelle pour les forêts. A ce roi revient l'honneur d'avoir compris le premier, non pas encore toute l'importance, mais la haute valeur du domaine fo-

restier. « Les forêts, disait-il, sont la chose la plus utile et la plus requise du royaume » (Ord. 1520). A défaut de ce langage, la sollicitude qu'il leur témoigna successivement en 1515, 1516, 1518, 1523, 1534, 1537, 1543, 1545, suffirait à le prouver. En présence du désordre qui existait alors dans les forêts il s'appliqua à en rechercher les causes et à y remédier. Il prescrivit d'abord la révision et la réformation des règlements forestiers du xiv^e et du xv^e siècle. Et les travaux de la commission chargée de ce soin aboutirent à l'ordonnance générale de 1515 (1).

Conçue en vue de la répression des abus, cette ordonnance en même temps qu'elle les signale, reprend et complète les dispositions législatives auxquelles ils contreviennent. C'est aux officiers forestiers qu'elle s'adresse pour leur reprocher non seulement le défaut de surveillance, mais leurs propres malversations. Elle les accuse de « s'entendre avec les marchands ventiers pour changer les pieds cormiers des ventes, les baliveaux et les autres arbres de réserves, pour en laisser de moindres et d'élargir les ventes ». Aussi leur ordonne-t-elle de tenir un registre sur lequel figureront avec l'arpentage de la coupe, le nombre et la qualité des réserves, livre que des inspecteurs vérifieront. C'est là sa principale

1. Baudrillart, t. 1^{er}, pages 2 à 13.

innovation. Ce registre est aujourd'hui le carnet de balivage.

Une ordonnance de 1516 règle les publications, enchères, ventes et adjudications de bois.

Un édit de 1518 complète et fixe les pénalités qui devront frapper les abus et malversations commis dans les forêts. Cet édit dans le préambule duquel le roi s'élève sur l'état de dégradation des bois du royaume, interdit pour l'avenir tout défrichement des forêts royales et invite tous les propriétaires à veiller sur cette partie de leur domaine. Elle les autorise à mettre leurs bois sous la protection de l'administration royale et à faire appliquer aux délits commis chez eux les pénalités portées dans la présente loi pour les forêts domaniales.

L'ordonnance de 1515 avait établi pour la vente des futaies royales des règles spéciales, dont l'aménagement à cent ans, et complété les prescriptions déjà formulées dans les siècles précédents sur le balivage. Mais ces mesures ne parurent pourtant pas suffisantes à François I^{er} qui, en 1537, défendit aux évêques et aux abbés de couper leurs bois de haute futaie. En même temps il prohibait l'emploi des quartiers de chêne pour faire des échalas, disposition singulière, à première vue, mais destinée à économiser le bois d'industrie.

Un édit de 1543 vint réglementer les droits d'usage

précédemment concédés aux mines et aux usines.

Charles IX s'attacha à cette idée et continua dans cette voie.

Sur la plainte des Chevaliers de Jérusalem qui n'avaient pas payé leurs impôts et se défendaient en prétendant que l'ordonnance de 1537 diminuait leurs revenus, il les autorisa à vendre leurs futaies, mais seulement jusqu'à concurrence de soixante mille écus (Ord. de 1561).

Une autre ordonnance de la même année, prescrivit aux maîtres chargés de l'aménagement du domaine royal de laisser la troisième partie de ce domaine croître en futaie et imposa du même coup cette règle aux communautés ecclésiastiques.

Cette disposition fut d'ailleurs modifiée peu de temps après, 1573, et la réserve réduite du tiers au quart. C'est ainsi qu'elle nous est parvenue et se retrouve dans notre Code forestier appliquée aux bois des communes et établissements publics. Elle ne subsista pourtant pas toujours.

Entre temps l'Ordonnance de Moulins 1586, soumettait la coupe des bois de haute futaie à des formalités particulières, et proclamait en même temps l'inaliénabilité des forêts. Celles-ci ne pouvaient plus désormais être détachées de la couronne que comme apanages et encore avec clause de reversibilité : elles devenaient surtout imprescriptibles. Ce fut certai-

nement une des plus heureuses dispositions de cette époque.

Mais avec les guerres de religion, le trésor connu de terribles embarras. Le besoin de battre monnaie arracha à Henri III l'ordonnance de 1580 portant abrogation de celle de 1573.

Henri III alla plus loin. Il multiplia les coupes et concéda même de nouveaux droits d'usage, stérilisant ainsi complètement les réformes intelligentes de ce siècle.

Bref à l'avènement d'Henri II, le désordre dans l'administration et la dévastation dans les forêts régnaient en maîtres.

Voici d'ailleurs ce qu'écrivait alors dans un avertissement au lecteur, Martin, auteur d'un recueil des ordonnances générales des rois de France sur le fait des Eaux et Forêts. Orléans, 1582.

* A notre connaissance, les bois et forêts se sont trouvez tellement gastez et degradez, qu'une bonne partie d'iceulx est à présent réduite en nature de terres vagues, soit par la faulte des seigneurs fonciers, qui par avarice ou par mauvais ménage y auraient fait faire un trop grand abatis et les auraient mal uzez, ou bien par la multitude du peuple dont les provinces auraient été remplies, par l'abuz des usagers, ou autrement par la malice du temps.

« Au moien de quoy, dedans peu d'années ne se

trouveroit plus de bois à bastir, et serait-on contrainct de se chauffer de paille au cœur de la France, s'il n'était sur ce pourvu. A ces causes... »

Et l'auteur faisait acte de patriotisme en publiant ce recueil de lois « oubliées et méconnues ».

Bernard Palissy qui avait bien des raisons d'apprécier les bois à leur valeur, n'écrivait-il pas vers la même époque.

« Quand je considère la valeur des plus modestes gittes des arbres, je suis tout émerveillé de la grande ignorance des hommes, lesquels il semble qu'aujourd'hui, ils ne s'étudient qu'à rompre, couper et déchirer les belles forêts que leurs prédécesseurs avaient si précieusement gardées. Ils ne se soucient nullement du temps à venir, ne considérant point le grand dommage qu'ils font à leurs enfants, à l'advenir. Je ne puis assez détester une telle chose, et ne la puis appeler faute, mais une malédiction et un malheur à toute la France, parce qu'après que tous les bois seront coupés, il faut que tous les arts cessent et que les artisans s'en aillent paître l'herbe comme fit Nabuchodonosor. »

Ces raisons pas plus que ces textes ne devaient échapper à Henri IV, car il n'attendit pas la fin de ses guerres avec la Ligue et l'Espagne pour légiférer sur cette matière. L'administration forestière n'étant ni plus, ni moins honnête que les autres, dut

subir comme elles les sages réformes économiques dont Sully se fit l'instigateur. Deux édits de Folembay 1596, et de Rouen janvier 1597, réduisirent le nombre des offices forestiers supprimèrent la plupart des droits d'usage de création récente et défendirent pour l'avenir toute coupe extraordinaire. Ces dispositions dans la pensée du roi, comme dans celles de son ministre n'étaient que provisoires, elles avaient seulement pour but de parer immédiatement aux dernières ordonnances et largesses d'Henri III. Car, lors de leur promulgation, Sully travaillait déjà à l'ordonnance générale qui ne devait paraître que quelques mois plus tard, en mai 1597 (Rouen) (1). Générale est la qualification que lui donnèrent ses auteurs, car elle n'embrasse pas ainsi que son titre semble l'indiquer, toute la matière des Eaux et Forêts. Elle eut surtout pour objet, c'est Henri IV lui-même qui le dit, de remédier au désordre qui s'y était glissé « dans ces derniers temps », à la faveur des guerres civiles « tant par la négligence ou connivence de quelques-uns de nos officiers, qu'effrénée licence ou impunité d'aucuns de nos sujets » dont « lesdites forêts sont presque ruinées entièrement ».

Pour rétablir dans les forêts l'ordre et la prospérité, cette ordonnance nommait des « commissaires

1. Baudrillart, tome 1^{er}, p. 20 à 30.

réformateurs » avec la mission complexe, de dresser le règlement général des ventes — nous dirions aujourd'hui l'aménagement — de signaler et de réprimer les abus, enfin de prendre ou d'organiser les mesures qu'ils jugeraient nécessaires pour l'amélioration et le reboisement de la forêt. Et pour éviter à l'avenir les frais de Visitation et Réformation générale, elle enjoignait aux Maîtres d'avoir sous des peines sévères, à procéder par eux-mêmes au moins deux fois par an, à la visite des forêts de leur ressort, d'en noter les délits et les besoins, de proposer les réformes qu'il leur semblerait judicieux d'apporter au Règlement des ventes et de dresser du tout un procès-verbal qui devait être déposé et enregistré au greffe. Enfin : « Les premiers délits de nos forêts étant commis par nos officiers », comme en cas de poursuite pour malversation ou autres, il leur était trop facile par l'abandon de leurs offices de se soustraire aux pénalités encourues, elle les obligeait à fournir lors de leur entrée en charge, un cautionnement. De même dans le but d'éviter les collusions frauduleuses entre marchands, rentiers et forestiers, elle multiplait les prescriptions sur le bornage, le balivage, le recolement, l'importance et l'étendue des coupes.

Détail remarquable, cette ordonnance était la première qui, qualifiée de générale, laissa de côté la

chasse : or quelqu'attention qui ait été apportée aux forêts pour elles-mêmes, il semble bien que celle-ci n'ait jamais cessé d'être jusque-là la préoccupation principale des prédécesseurs d'Henri IV. Sa jeunesse, sa vie, tout nous montre pourtant que ce roi ne fut pas insensible aux plaisirs de la chasse. Mais ce n'est qu'après avoir ainsi assuré la conservation de la forêt qu'il publia en 1601 une ordonnance générale sur le fait des chasses. En 1607 il réforma lui-même cette ordonnance par une nouvelle qui fut le modèle de l'ordonnance de 1669.

L'ordonnance de 1597 fut la dernière grande ordonnance avant celle de 1669. Sans doute elle n'embrassait pas toute la législation forestière, mais elle paraît aux principaux abus. Et la réformation qui eut lieu, en exécution de ses dispositions eut le meilleur résultat. Henri IV avait d'ailleurs eu soin de rappeler lui-même qu'elle n'abrogeait expressément aucune autre loi antérieure.

« Voulons en outre les édits et ordonnances faites par les rois nos prédécesseurs, sur le fait de nos dites Eaux et Forêts, être entièrement gardées et observées sur les peines portées par icelles » art. XL, ord. 1597.

Laissant les réformateurs accomplir leur tâche, Henri VI ne publia plus qu'un seul édit sur les forêts en 1615. Ce fut pour défendre la vente et l'a-

chat des échalas de quartier, dont plusieurs édits du siècle précédent avaient déjà prohibé le façonnage.

Mais l'on sent la volonté royale derrière les nombreux arrêts du conseil privé et des parlements, sur l'interprétation et l'application des lois forestières. A citer notamment un arrêt du conseil privé, de 1606, qui porte condamnation d'un ecclésiastique pour vente non autorisée de baliveaux.

Ce fut aussi sans doute sous la même inspiration que Sainctyon « conseiller du roi, maître des requêtes ordinaires de son hôtel » ancien commissaire réformateur publiait en 1610, un remarquable recueil des « édits et ordonnances, coutumes des provinces, règlements, arrêts et jugements notables des eaux et forêts ». Cet ouvrage savamment annoté, méritait ici une mention spéciale. Un des premiers dans ce genre, mieux qu'aucun autre il est susceptible de présenter un état du chaos législatif, auquel l'ord. de 1669 devait puiser et succéder.

Ordonnance de 1669.

De même que Sully, Colbert comprit à quel point il importait de ménager et de conserver la richesse forestière. C'est dans ce but qu'il se fit le promoteur

d'une réforme sérieuse et complète. A son instigation une grande enquête fut commencée en 1661 par vingt-et-un commissaires royaux chargés de dresser l'état des forêts du royaume, et de rechercher en chacune l'âge qui lui convenait le mieux. C'était ce qui avait été fait déjà à la suite et en vertu de la promulgation de l'ordonnance de 1597, sous Henri IV. Les commissaires purent donc apprécier le traitement qui avait été lors de ce premier travail appliqué aux forêts, et le modifier ou le maintenir selon les résultats de l'expérience. Leur enquête servit à éclairer Louis XIV et ses ministres. Il est permis de croire, même en l'absence de ce document précieux, qu'il ne dut pas accuser une grande richesse, mais au contraire, pénurie de bois d'œuvre. Trois quarts de siècle n'avaient pu suffire à réparer les dégâts commis en quelques années. Des baliveaux de cet âge ne sont que de bien faibles poutrelles ; il faut beaucoup plus de temps pour élever des arbres de marine.

Aussi Colbert, qui caressait déjà le projet de donner à la France l'empire des mers, fut-il particulièrement frappé de ce fait. C'est alors que persuadé à la fois, que la marine devait être l'appui nécessaire au développement de notre puissance continentale et commerciale, et que nos ressources forestières étaient insuffisantes à la création et à l'en-

tretien de celle-ci ; c'est alors qu'il aurait jeté ce cri d'alarme :

La France périra faute de bois.

S'il est permis d'élever quelques doutes sur l'authenticité de ce propos attribué à Colbert par M. de Bonald lors de la discussion du Code forestier, on ne saurait nier du moins que telle est la pensée qui se dégage de l'ord. de 1669. Il suffit, pour s'en convaincre, d'en lire le préambule. Ce préambule, d'ailleurs, mérite d'être cité en entier, car mieux que tout commentaire il indique l'esprit de l'œuvre, en même temps qu'il nous donne de précieux détails sur sa rédaction même. Voici ce texte :

« Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut. — Quoique le désordre qui s'était glissé dans les Eaux et Forêts de notre Royaume, fut si universel et si invétéré, que le remède en paraissait presque impossible ; néanmoins le ciel a tellement favorisé l'application de huit années que nous avons données au rétablissement de cette noble et précieuse partie de notre domaine, que nous la voyons aujourd'hui en état de refleurir plus que jamais, et de produire avec abondance au public tout l'avantage qu'il en peut espérer, soit pour les commodités de la vie privée, soit pour les nécessités de la guerre,

ou enfin pour l'ornement de la paix (1) et l'accroissement du commerce par les voyages de long cours dans toutes les parties du monde. Mais comme il ne suffit pas d'avoir rétabli l'ordre et la discipline, si par de bons et sages règlements on ne l'assure, pour en faire passer le fruit à la postérité; nous avons estimé qu'il était de notre justice, pour consacrer un ouvrage si utile et si nécessaire, de nous faire rapporter toutes les ordonnances tant anciennes que nouvelles qui concernent la matière, afin que les ayant conférées avec les avis qui nous ont été envoyés des provinces par les commissaires départis pour la réformation des Eaux et Forêts, nous puissions sur le tout former un corps de lois claires, précises et certaines, qui dissipent toute l'obscurité des précédentes, et ne laissent plus de prétexte ou d'excuse à ceux qui pourront tomber en faute. A ces causes, après avoir ouï le rapport de personnes intelligentes et versées dans la matière, de l'avis de notre conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale. Nous avons dit déclaré et ordonné, disons, déclarons, ordonnons et Nous plaît ce qui ensuit... »

Et l'œuvre fut réellement digne et de l'intention qui l'anima; et de ceux qui l'entreprirent. Ce serait

(1) Cicéron. « *Sylvæ subsidium belli, ornamentum pacis* ».

d'ailleurs une erreur de croire, ainsi que semblait assez le dire ce préambule, que ce ne fut que la savante compilation des dispositions législatives des siècles précédents. Certes le seul fait d'avoir ordonné ces lois anciennes n'est pas son moindre titre. Mais elle eut un autre mérite, celui de répondre aux besoins de son temps.

L'Ordonnance embrasse en trente-deux titres toute la matière des eaux et forêts, c'est-à-dire les forêts, les rivières, la chasse et la pêche. La seule matière des bois occupe 27 titres. Elle comprend l'administration proprement dite, la juridiction, l'exploitation, la réglementation des droits d'usage. Elle consacre un titre spécial aux bois appartenant aux ecclésiastiques et aux gens de mainmorte. Elle leur impose une réglementation rigoureuse ; prescription de garder un quart de leurs bois en futaie, défense de couper leurs bois taillis à moins de dix ans et encore en y laissant outre les anciens et les modernes un certain nombre de baliveaux (16 à l'arpent), obligation de recourir au roi pour se faire autoriser par lettre patente toute coupe extraordinaire de baliveaux ou de futaie, ordre surtout de faire arpenter leurs bois et d'en faire la déclaration aux greffes des Maîtrises, faculté enfin pour les officiers des Maîtrises de visiter ces forêts. Dans son commentaire sur l'Ordonnance de Gallon s'explique ainsi sur ce

titre : « On trouve peu d'anciennes ordonnances qui aient pourvu à la conservation des Eaux et Forêts des communautés et habitants des paroisses et comme il s'y commet plus de délits et d'abus que dans les autres bois, chaque habitant se persuadant qu'il en a l'usage sans limite, la présente ord. contient un plus ample règlement pour ces sortes de bois expliqué en vingt-deux articles. »

En mettant les bois des communautés et gens de mainmorte sous la surveillance de l'administration royale, et en leur imposant certaines formalités administratives et certaines règles culturelles, l'ord. de 1669 suivait un chemin qui lui avait été tracé par les ordonnances de 1573 et de 1597. Mais ces dispositions même semblèrent insuffisantes à Colbert principalement pour assurer à l'état la quantité de grand bois dont il pouvait avoir besoin. Et il songea à les étendre aux bois des particuliers. Tel fut l'objet du titre XXVI et la principale innovation de Colbert. Cette intervention de l'autorité royale ne souleva pas de difficulté à une époque où le bon plaisir du roi faisait loi ; elle était pourtant contraire à tous les principes reçus dès ce temps sur la propriété. Ajoutons d'ailleurs que l'article qui imposait aux particuliers l'autorisation royale pour la vente et l'exportation de leurs futaies, ne s'étendait qu'à celles situées à moins de dix lieues de la mer et de

deux lieues des rivières navigables ou flottables. Dans le même titre il est vrai, le roi, comme à titre de compensation, accordait à ses sujets la liberté de s'adresser à la juridiction exceptionnelle des Maîtrises pour la répression des délits commis dans leurs propres bois.

Le titre XXII, sur les bois à bâtir, pour les maisons royales et bâtiments de mer portait une autre innovation. François I^{er} s'était bien occupé du même objet, mais seulement pour décider que les bois nécessaires à la marine au lieu d'être pris par pieds d'arbres au travers des forêts, feraient l'objet d'une coupe spéciale. L'ordonnance décida que désormais ces bois pourraient être pris sur estimation dans les coupes mêmes qui auraient fait l'objet d'une adjudication, sans que le marchand s'y puisse opposer, et pourraient même, en cas de besoin, être abattus soit dans les parties réservées des forêts royales, « soit dans les bois de Nos sujets, tant ecclésiastiques qu'autres, sans distinction et qualité. »

Ces quelques observations, forcément incomplètes, sur l'ordonnance dont une analyse plus détaillée dépasserait les limites de ce travail, suffisent à affirmer son esprit.

Que s'il nous faut maintenant porter sur elle un jugement général, nous nous rangerons à l'avis de Pecquet qui disait : « l'ordonnance de 1669 peut

être regardée comme la loi la plus sage et la plus complète en ce genre ». Monument législatif des plus remarquables, il imposait à l'administration forestière cette unité féconde que Louis XIV s'attachait à introduire dans l'organisation du royaume.

Voici comment le roi s'exprimait lui-même sur son œuvre, dans un édit sur la juridiction, rendu à Versailles, 1704 :

« Aussitôt après la paix conclue par le traité des Pyrénées, nous donnâmes toute notre application à rétablir l'ordre dans nos revenus et principalement dans notre domaine dont les forêts sont une des plus nobles parties, et comme les dégradations qui y avaient été faites pendant la guerre, les avaient presque entièrement ruinées, nous en avons fait cesser les ventes dans la plus grande partie, fait procéder à la Réformation générale, formé plusieurs règlements pour en faire la coupe et l'usage, et pour ne rien omettre sur une matière qui mérite une attention particulière, nous rassemblâmes en un corps d'ordonnances, au mois d'août 1669 tout ce qui pouvait établir une bonne police et des règlements utiles pour la conservation et l'usage de nos bois et forêts, ceux des ecclésiastiques, des communautés et des particuliers, et pour tout ce qui concerne la chasse et les eaux : l'avantage que nous en avons reçu et l'augmentation du revenu de nos forêts ont

été les fruits de nos soins et nous les voyons aujourd'hui en état de reflleurir plus que jamais. »

C'était vanité sans doute de la part du roi, que de s'attribuer ainsi tout l'honneur de ces heureux résultats. Car, d'une part, les sages réglementations d'Henri IV sur la réserve et l'aménagement ne devaient pas être étrangères à ce produit ; et, d'autre part, le plus grand mérite en fut à Colbert qui dirigea les travaux de rédaction de l'ordonnance ainsi que l'atteste un commentaire de 1681, du seigneur Nicole Cyrano de Bergerac.

Mais quant à la valeur de l'ordonnance elle-même, la longueur de son règne en donne la mesure mieux que ne saurait le faire tout éloge. Elle arriva jusqu'en 1789 sans modification sérieuse. Renversée par la Révolution avec le régime dont elle tenait la vie, elle fut reprise par les législateurs de 1827 et copiée en maints articles du Code forestier. Conception d'un homme d'Etat qui fut à la fois un grand esprit et un grand patriote, elle fait encore de nos jours l'admiration de tous ceux qui s'occupent de législation forestière.

De 1669 à 1789, avons-nous dit, il y eut peu de dérogations sérieuses apportées à l'ordonnance. On peut pourtant citer de Louis XIV lui-même :

Un arrêt du conseil de 1693, qui défendait à tous, seigneurs et propriétaires de bois de couper à l'a-

venir aucun baliveau, ni arbre de futaie « qu'ils n'aient été vus et visités par les officiers qui seront à cet effet commis par sa Majesté ». Cette défense dans l'ordonnance ne s'appliquait qu'aux bois situés à une certaine distance de la mer et des rivières. Un nouvel arrêt, mai 1695, l'étendit aux sapins du Nord et de l'Est de la France, un autre enfin, 24 novembre 1695, aux pins des Pyrénées. »

En sens contraire un édit du même temps dispensait le comte d'Artois et différentes communautés de l'obligation du quart en réserve.

Sous Louis XV une ordonnance défendit aux propriétaires et aux marchands l'exportation de leurs bois (1723). Mais en 1746 un arrêt du Conseil d'Etat autorisait la sortie des bois feuillards ou cerceles à futailles moyennant un droit de sortie.

Le règne de Louis XVI ne fut pas plus fécond. Pourtant à cette époque la science commençait à s'occuper des forêts; et Réaumur et Buffon protestaient en son nom contre l'amoindrissement de nos richesses forestières. « Frappé de la justesse de leurs doléances Turgot fit préparer un arrêt du conseil qui eût obligé tous les propriétaires à planter en bois la vingtième partie de leurs domaines, sous peine d'une forte surtaxe d'impôts » (1); mais Turgot ne resta

1. Delpechin, *Les forêts de France*.

pas aux affaires et son projet n'eut pas de suite.

La pauvreté de la législation forestière de ce siècle montre assez que l'ordonnance de 1669 suffisait pleinement. On en vécut donc jusqu'à la Révolution.

§ IV

Quatrième phase. — Les lois Révolutionnaires.

La Révolution devait fatalement apporter dans l'administration et dans la législation forestières de graves perturbations. Elle marque dans la législation forestière une phase nouvelle. Ce ne fut qu'accidentellement qu'elle s'en occupa tout d'abord. Les cahiers des trois ordres contenaient pourtant sur cet objet des sollicitations pressantes. Mais ces doléances étaient assez contradictoires pour embarrasser des législateurs improvisés auxquels le temps manquait pour étudier ces questions spéciales ; les officiers des Maîtrises, en effet, demandaient, arguant du besoin national, l'augmentation des quarts en réserve, la suppression des droits d'usage, une réglementation nouvelle de l'aménagement, enfin des dispositions plus restrictives sur les bois des communes et des ecclésiastiques ; ceux-ci, au contraire, auraient voulu la suppression immédiate de la tutelle administrative que les forestiers royaux avaient sur leurs forêts. Le Tiers Etat enfin s'éle-

vait contre la même immixtion dans les propriétés privées.

Mais de l'application même des grands principes dont se recommandait la Révolution résultèrent des changements considérables dans l'état de choses antérieurement consacré par la législation.

La première atteinte lui fut portée par la loi du 11 août 1789, relative à la suppression des droits féodaux, des dîmes, des justices seigneuriales, du droit exclusif de la chasse. L'art. 7 portait :

« La vénalité des offices de judicature est supprimée. La justice sera rendue gratuitement ; et néanmoins les officiers pourvus de ces offices continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée nationale aux moyens de leur procurer leur remboursement. »

La généralité de cette disposition frappait la juridiction forestière, maîtrises et table de marbre. La seconde partie fut impuissante à atténuer le mal causé par la première. Les officiers ainsi remerciés, peu assurés de leur remboursement malgré la promesse officielle, renoncèrent à la répression qui ne leur valait désormais que la haine des populations ; et celles-ci usagères et autres, purent se livrer à leur aise au pillage le plus effréné.

Une proclamation du roi, 3 novembre 1889, sur la conservation des forêts et bois ne produisit aucun

effet. C'est ainsi que l'Assemblée nationale fut amenée à légiférer sur les délits qui se commettaient dans les forêts et bois, 11 décembre 1789. Dans ce décret qui rappelait à son tour l'utilité supérieure de la forêt, il est dit :

« Que les forêts, bois et arbres sont mis sous la sauvegarde de la nation et de la loi, du roi, des tribunaux, des assemblées administratives, municipalités, communes et gardes nationales.

« Que toutes coupes, tous dégâts ou vols dans lesdits bois seront poursuivis selon l'ordonnance de 1669 et les autres lois du royaume ».

Que ce décret signé du roi sera envoyé aux tribunaux ordinaires, maîtrises des Eaux et Forêts et municipalités, lu au prône, etc...

C'était donner aux forêts trop de protecteurs, et il arriva ce qui devait arriver, à savoir qu'aucun d'eux ne prit cette loi au sérieux.

Quelques municipalités pourtant en profitèrent pour « se permettre des entreprises dont la durée et la multiplication auraient les suites les plus funestes ». Aussi l'Assemblée nationale songea-t-elle, dans un décret des 12 et 20 août 1790, à abroger implicitement cette loi (la sauvegarde de la Nation ayant fait ses preuves), en proclamant qu'il y avait eu fausse interprétation de la loi ; que les officiers des forêts et des maîtrises étaient toujours en fonction — en plu-

sieurs endroits ils avaient été expulsés de la forêt — et adresser de nouvelles objurgations aux assemblées administratives les priant « d'arrêter le cours d'un désordre véritablement effrayant ».

En cette circonstance fallait-il s'en prendre à la loi ? La révolution était partout. Elle devait avoir son cours. Les événements prouvèrent suffisamment l'impuissance de la législation en semblable occurrence.

Une autre loi du 23 août 1790 eut à revenir sur une autre erreur. « L'Assemblée nationale après avoir entendu le rapport de ses comités réunis des domaines, de la marine, des finances, de l'aliénation des biens nationaux et de commerce et d'agriculture ; considérant que la conservation des bois et forêts est un des objets les plus importants et les plus essentiels aux besoins et à la sûreté du royaume et que la nation seule, par un nouveau régime et une administration active et éclairée, peut s'occuper de leur conservation, amélioration et repeuplement, pour en former en même temps une source de revenu public, a décrété le 6 du présent mois, ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les grandes masses de bois et forêts nationales sont et demeurent exceptés de la vente et aliénation des biens nationaux, ordonnée par les lois des 17 mai et 25 juillet derniers.

L'art. 2 explique ce qu'il faut entendre par masse forestière.

L'art. 3 charge les cinq comités réunis de présenter incessamment le plan d'une nouvelle réglementation et administration des bois, et de réforme de la législation des forêts dont elle recommande l'urgence et indispensable nécessité.

Provisoirement une loi du 25 décembre organisa la répression des délits forestiers, sans doute de plus en plus nombreux.

La loi sur l'administration forestière fut présentée à la signature royale le 29 septembre 1791. Elle supprimait l'ancienne administration « ci-devant grâries, maîtrises, sièges de réformation » qu'elle remplaçait par une hiérarchie nouvelle de gardes, inspecteurs, conservateurs, commissaires de la conservation générale. Elle rendait à la juridiction ordinaire la poursuite des actions forestières et réglementait l'administration des bois appartenant aux communautés d'habitants sur lesquels elle ne réservait à l'Etat qu'un droit de contrôle, sauf en ce qui concerne les coupes de futaies sur taillis ou de quarts en réserves, qui ne pouvaient être effectuées qu'en vertu de la permission du pouvoir exécutif et pour absolue nécessité. Elle retenait le même droit au profit de l'État sur les bois possédés par les maisons d'éducation et de charité, et les établissements de

main-morte étrangers. Enfin, elle portait en son art. IV, titre 15 : « Il sera fait incessamment une loi sur les aménagements, ainsi que pour fixer les règles de l'administration forestière ».

Les bois des particuliers restaient, eux, complètement affranchis de toute tutelle, contrôle ou imixtion de l'Etat. « Les bois appartenant à des particuliers cesseront d'être soumis au régime forestier, et chaque propriétaire sera libre de les administrer et d'en disposer à l'avenir comme bon lui semblera », titre I, art. 6.

Ajoutons qu'une loi du 25 août 1792 vint régler les indemnités dues aux officiers de l'ancienne administration maintenus provisoirement en fonctions.

Enfin une loi malheureuse fut celle du 14 septembre 1792 qui porte le rétablissement des communes et des citoyens dans les propriétés et les droits dont ils ont été dépouillés par l'effet de la puissance féodale ; malheureuse, car elle donnait libre cours aux revendications usagères qu'il eût été plus logique de supprimer.

Telle fut l'œuvre de l'Assemblée Nationale. Réforme incomplète elle ne pouvait se suffire à elle-même et laissait une large part à cette ancienne législation qu'elle avait la prétention de remplacer ; c'était la rendre au désordre. Mais les troubles et pillages qui signalèrent cette période doivent être

plutôt attribués à la Révolution elle-même qu'à ses législateurs, auxquels on ne pourrait reprocher en tous cas que leur imprévoyance. L'organisation administrative qu'elle substitua à l'ancienne était plus simple et assez bien comprise pour servir de modèle à tout ce qui se fit depuis lors. Enfin, la suppression de la juridiction spéciale des Eaux et Forêts fut une sage mesure ; elle était conforme aux principes publiés alors sur la séparation des pouvoirs ; et la nouvelle organisation judiciaire ne laissait plus d'ailleurs aucune raison d'être aux tribunaux forestiers dont la compétence exceptionnelle ne pouvait plus se justifier. Les législateurs de 1827 reprochèrent surtout à leurs prédécesseurs de l'Assemblée nationale la timidité de leur intervention dans les biens des communes et leur abandon de l'intervention dans les bois des particuliers ; mais voici que de nos jours, on leur reproche à eux-mêmes d'avoir repris sur ces points, et d'avoir même outrepassé les dispositions rigoureuses de l'ordonnance. Un projet de revision du Code forestier a été déposé en ce sens (1).

La Convention ne publia sur les forêts que des décrets particuliers d'un intérêt secondaire. Qu'il nous suffise de signaler les principaux : Ce sont ceux des :

1. Au Sénat, le 24 juillet 1888, par M. Viette. A la Chambre, 2 avril 1892, par M. Philippon

1^{er} février 1793, qui autorise le ministre de la marine à faire exploiter dans les forêts de Corse les bois dont il a besoin pour ses constructions navales ;

10 juin, qui soustrait les forêts au partage des biens communaux ;

27 septembre, qui taxe le prix du bois à brûler ;

4 octobre 1793. Est plus remarquable. Il autorise le ministre de la marine à faire marquer dans les bois des particuliers tous les arbres propres au service de la marine.

1^{er} février 1794. Ordonne une coupe extraordinaire de bois dans les forêts de l'Etat. Deux jours après un autre décret accordait à cette occasion un supplément de traitement aux gardes.

23 août 1794. Permet à tous les particuliers d'aller ramasser les glands, fâines et autres fruits sauvages dans les forêts de l'Etat. C'était une mesure déplorable.

Plus déplorable encore fut un décret de 1795, qui vint ordonner la vente des bois d'une contenance de moins de trois cents arpents, éloignés d'un kilomètre au moins des autres bois. Le décret du 23 août 1790 qui avait proclamé l'inaliénabilité des grandes masses forestières comprenait sous ce nom toute forêt de cent arpents. La Convention avait une excuse ; il lui fallait bien de l'argent pour armer ses volontaires.

L'œuvre du Directoire ne fut pas plus générale ; mais au moins les quelques mesures qu'il ordonna furent-elles plus heureuses, et tendirent davantage à la conservation des forêts.

Un arrêté du 26 juillet 1796 rappelle à l'administration que les coupes extraordinaires de bois ne doivent pas être faites sans l'autorisation spéciale du pouvoir législatif (décret du 29 septembre 1791, titre VII, art. 7).

Il interdit la chasse dans les forêts domaniales, puis le pâturage à tous ceux qui n'ont pas de titre de droit d'usage, oct. 1796 et sept. 1797.

Le Consulat se signala par quelques mesures réparatrices :

Un décret du 6 janvier 1801 vint modifier l'organisation de l'administration forestière, composée désormais d'administrateurs, conservateurs, inspecteurs, sous-inspecteurs, gardes principaux et gardes particuliers.

Un arrêté du 19 ventôse an X, soumit les bois des communes au même régime que les biens nationaux. L'expérience avait prouvé, pendant le peu de temps que celles-ci en avaient gardé l'administration, et leur incapacité et leur imprévoyance.

Une loi sur les droits d'usage, imposa à ceux qui se prétendaient usagers, l'obligation d'en faire la

preuve par titre dans un délai de six mois. C'était le contrepied de la loi du 14 septembre 1792.

Une loi du 29 avril 1803 prescrivit aux particuliers qui voulaient défricher, l'accomplissement de certaines formalités et les soumit à l'approbation préalable de l'autorité forestière. En même temps, elle reconnaissait à la marine un droit de martelage dans ces bois et en conséquence, obligeait les propriétaires lorsqu'ils voulaient abattre une futaie, à en faire la déclaration six mois à l'avance, de plus elle soumettait la nomination des gardes de ces bois à l'agrément du conservateur.

Les embarras financiers devaient arracher à l'empire une mesure fâcheuse, l'aliénation de 300.000 hectares de bois, 23 sept. 1814 (1).

De plus, les forêts eurent fort à souffrir de la guerre, les agents ayant été repris par le service militaire de 1813 à 1815, les déprédations qui avaient marqué la période révolutionnaire recommencèrent ; tant il est vrai que la peur et la crainte

1. Ce ne fut malheureusement pas la dernière disposition de ce genre ; et nombreuses furent les aliénations effectuées depuis cette époque. Voir tableau ci-dessous. L'aliénation de 1870 fut la dernière. Des parcelles invendues même ne furent pas remises en vente. En revanche, acquisitions et reboisements, prirent une importance dont témoigne assez l'accroissement progressif de l'étendue de notre domaine forestier. V. tableau.

de la justice sont seules efficaces à faire protéger cette partie du domaine public que le peuple a toujours tendance à considérer comme siennes.

Enfin, l'Empire avait, dans ses dernières années, dû recourir à des coupes extraordinaires assez importantes pour la réfection de notre marine.

Bref, les forêts se trouvaient de nouveau ruinées, et réclamaient aide et protection. Ce secours, elles devaient l'attendre quelques années. Il ne leur fut apporté qu'en 1827 par la promulgation du Code forestier.

§ V

Cinquième phase. — A. Le Code forestier et l'Ordonnance réglementaire, 31 juillet et 1^{er} août 1827.

S'il ne fut promulgué qu'en 1827, ce Code fut dès 1823 l'objet de la sollicitude du gouvernement. C'est à cette époque que sa préparation fut confiée à une commission composée des membres de l'Administration forestière supérieure, de membres du Conseil d'Etat et d'agents de la marine. Ce premier essai fut soumis plus tard à une nouvelle commission composée de magistrats, de jurisconsultes et d'administrateurs, qui après un long examen arrêta provisoirement le projet du Code. Ce projet imprimé en 1825 fut remis aux députés et aux membres de la Chambre héréditaire, et adressé à la Cour de cassation, à toutes les cours du royaume, aux conservateurs des forêts. Les procès-verbaux des avis sollicités et recueillis servirent à la rédaction nouvelle qui fut présentée à la Chambre des députés, le 26 décembre 1826, puis à la Chambre des pairs,

le 8 mai 1827. Cette rédaction, votée le 21 mai 1827, à peu près intacte devint le Code forestier à la date du 31 juillet suivant.

Les législateurs de 1827 visèrent un double but : établir en cette matière l'unité législative si heureusement réalisée sur d'autres points par les Codes (Code civil 1804, Code de procédure civile, 1806, Code de commerce 1807, Code pénal, 1810), et rendre aux forêts leur prospérité.

Il s'attacha pour cela successivement à la réorganisation de l'administration forestière, à la réglementation des droits d'usage, à la création d'un système pénal qui fut d'accord avec les nouveaux principes. L'expérience avait prouvé, en dépit des lois révolutionnaires, que les forêts étaient nécessaires à la marine ; et l'on avait dû revenir insensiblement pour les bois des communes et des particuliers, à un régime fort approchant de celui qui avait été établi par l'Ordonnance de 1669. Le législateur de 1827 consacra franchement ce retour au passé, en soumettant les bois des communes et établissements publics au régime forestier.

Seulement le martelage n'était maintenu dans les bois des particuliers que pour un délai de dix ans. Puisant à ces deux sources, Ordonnance et lois nouvelles, il emprunta à la première la plupart de ses règles sur l'exploitation, aux secondes leurs pres-

criptions sur la police et la conservation des bois. Il attachait surtout une importance particulière à la réglementation des droits d'usage qui avaient de tous temps soulevé de nombreuses contestations, mais dont la notion s'était encore trouvée obscurcie par les contradictions des lois révolutionnaires. Le Code forestier abandonnant une tradition dix fois séculaire, laissait de côté la chasse et la pêche. Enfin pour répondre aux reproches adressés aux lois forestières précédemment en vigueur, de réunir à la fois des dispositions purement administratives et des dispositions législatives, les rédacteurs du Code firent la part du pouvoir exécutif auquel ils confièrent la publication de la partie réglementaire et de pure administration de leur travail. Ce fut l'objet de l'Ordonnance du 1^{er} août 1827.

Au reste ce n'est pas ici le lieu de donner un résumé même succinct de ce Code. Nous ne lui devons ces quelques lignes que parce qu'il marque, comme nous le disions en commençant, la dernière étape du développement de l'idée, de la nécessité qui s'impose pour l'État de conserver ses richesses forestières. Mais à ce titre même nous ne saurions mieux faire que de citer le début de l'Exposé des Motifs de M. de Martignac à la Chambre des Députés lors du dépôt, du projet de ce Code :

« La conservation des forêts, dit-il, est l'un des

premiers intérêts des sociétés, et par conséquent l'un des premiers devoirs des gouvernements. Tous les besoins de la vie se lient à cette conservation : l'agriculture, l'architecture, presque toutes les industries y cherchent des aliments et des ressources que rien ne pourrait remplacer.

« Nécessaires aux individus, les forêts ne le sont pas moins aux Etats : c'est dans leur sein que le commerce trouve ses moyens de transport et d'échange ; c'est à elles que les gouvernements demandent des éléments de protection, de sûreté et de gloire.

« Ce n'est pas seulement par les richesses qu'offre l'exploitation des forêts sagement combinée qu'il faut juger de leur utilité : leur existence même est un bienfait inappréciable pour les pays qui les possèdent : soit qu'elles protègent et alimentent les sources et les rivières, soit qu'elles exercent sur l'atmosphère une heureuse et salubre influence.

« La destruction des forêts est souvent devenue pour les pays qui en furent frappés, une véritable calamité et une cause prochaine de décadence et de ruine. Leur dégradation et leur réduction au-dessous des besoins présents ou à venir, est un de ces malheurs qu'il faut prévenir, une de ces fautes que rien ne saurait excuser, et qui ne se réparent que par des siècles de persévérance et de privation ».

On ne saurait, à la vérité, donner un meilleur résumé du rôle général et de l'utilité multiple des forêts à notre époque. En rapprochant cette citation des préambules des anciennes ordonnances, et en particulier de celui de l'ordonnance de 1669, on remarquera la place qui y est accordée à l'importance de l'influence des forêts sur le climat, le régime des eaux, la température, etc... C'est là une conception scientifique de ce siècle, qui encore à son début en 1827 a reçu depuis maintes confirmations de nombreuses études et de savantes observations.

Les travaux préparatoires très complets dont il avait été l'objet devaient pour un temps mettre ce Code à l'abri de toute modification sérieuse.

Mais voici qu'après un règne paisible, il semble menacé dans son existence même. A la suite de quelques escarmouches engagées à la Chambre des députés à l'occasion de la discussion du budget des forêts, des commissions se sont constituées à la Chambre et au Sénat, sous ce nom de groupes forestiers, dans le but annoncé à grand bruit de reviser ce Code, 1886. Leurs efforts devaient aboutir à un projet de réforme en 1888. Mais une période législative s'est écoulée depuis ce temps, et ce projet semble profondément endormi dans les cartons où il repose. A la veille du renouvellement de la Chambre, ce n'est qu'au groupe forestier futur que nous pouvons

adresser les modestes observations que nous allons formuler sur l'aménagement tel que le réglemente notre Code.

Mais avant même que d'aborder cette seconde partie de notre thèse il nous a semblé utile de préciser en quelques mots le rôle général des forêts de l'État à notre époque tel que le conçoit notre législation actuelle.

B. Observations générales sur les forêts.

Le domaine forestier de la France comprend d'après les dernières statistiques 9.455.225 hectares, c'est-à-dire plus du $\frac{1}{7}$ de la superficie totale de la France. Dans ce chiffre, les bois des particuliers figurent pour plus de six millions d'hectares et ceux des communes et des établissements publics pour deux millions et demi environ. La part de l'État serait exactement de 1.089.096 hectares (Statistique forestière décennale de 1892). Mais le régime forestier s'applique non seulement aux bois de l'État, mais encore à ceux des communes et des établissements publics ; c'est donc à plus de 3 millions $\frac{1}{2}$ d'hectares que s'étend l'administration organisée par notre législation forestière.

Et encore faut-il ajouter à ce chiffre nos forêts d'Algérie, d'une superficie totale de plus de 2 mil-

lions d'hectares. Il est vrai que leur administration est loin d'être prospère, puisqu'elle ne peut encore suffire à couvrir ses frais ; elles présentent pourtant de belles espérances. Mal plantées et longtemps mal respectées, sujettes aux déprédations et aux fureurs incendiaires des Arabes habitués à y laisser paître librement leurs troupeaux, elles sont depuis quelques années l'objet de nombreux repeuplements qui, sous une surveillance et une direction plus sages et surtout plus fermes, secondées par la mise en rapport des forêts de chêne-liège, ne sauraient manquer de donner leurs fruits dans un avenir prochain.

Le produit des forêts, comme celui de toute exploitation de quelque étendue, est forcément variable. Pourtant c'est à sa stabilité que tendent tous les efforts de l'administration qui en est chargée. Mais bien difficile est cette tâche ; car les forestiers ne peuvent établir que sur des probabilités le produit en volume comme le produit en argent de ces forêts. Les coupes étant d'ailleurs réglées à l'avance par l'aménagement il leur est assez difficile de parer aux éventualités d'une baisse du prix des bois par exemple. Aussi ne faut-il pas s'étonner outre mesure de rencontrer entre les budgets de deux années consécutives des différences parfois sensibles.

Ajoutons, pour compléter ces explications, que

ces forêts figurent au budget de l'exercice 1898 pour la somme de 30.108.590, forêts de France, et pour celle de 2.046.900, forêts d'Algérie, produit brut. Si l'on en retranche la partie dépense, il reste 16.220.875. produit net, pour les forêts de France, et une valeur négative 1.061.690, pour celles d'Algérie, soit au total, forêts de France et d'Algérie, 15.159.185 (1).

Les forêts ne semblent pas d'ailleurs, quelque protestations qui se soient élevées à cet égard, uniquement dirigées en vue d'un rapport maximum. Ce n'est même pas, quelque étrange que puisse paraître cette affirmation, leur but principal. Les forêts sont ou doivent être, selon la volonté des rédacteurs du Code, aménagées surtout « en vue des intérêts de la société ». Ce terme serait assez large pour permettre de soutenir que l'intérêt de la société formée par les contribuables français serait précisément la réalisation de ce revenu maximum. Mais il apparaît clairement, tant des explications données lors de la discussion de ce Code, par les différents rapporteurs, que de l'ensemble même de ce Code, que tout autre fut leur pensée. Pour eux, comme

1. Le budget de 1897 était celui-ci : Forêts de France. Produits bruts : 23.394.020. Dépenses déduites : 14.696.275. Forêts d'Algérie : 865.800 produits bruts, les dépenses l'emportant de 1.961.700. Soit au total un-produit net de 12.734.575.

pour les rédacteurs de l'ordonnance de 1669, l'intérêt de la société consiste, nous en trouverons quelques applications particulières, dans la conservation des grands bois, bois nécessaires aux constructions et surtout à la marine ; c'est avec ce sens que dans son discours M. de Bonald attribuait à Colbert ce propos : La France périra faute de bois. En abandonnant en partie les dispositions qui assuraient l'approvisionnement de ces bois dans les forêts des particuliers, ils cédaient seulement aux nouveaux principes sur la propriété, principes au nom desquels le législateur révolutionnaire avait écarté toute intervention de l'Etat dans les bois des communes et des particuliers. Aussi prirent-ils en revanche différentes mesures, non seulement pour conserver, mais encore pour augmenter autant que faire se pourrait, les richesses forestières de l'Etat.

La sylviculture moderne devait donner à cette tendance de nos lois une explication plus scientifique. Nous ne saurions mieux faire pour éclairer ce point capital, que de résumer ici quelques pages d'un remarquable travail de M. Puton, ancien directeur de l'Ecole forestière de Nancy, sur l'aménagement.

Après avoir démontré dans des calculs qu'il serait superflu de suivre ici, que les futaies rapportent plus, en matière et en argent, que les taillis,

l'auteur se pose cette question : comment se fait-il donc que les particuliers possèdent si peu de futaies et s'en tiennent généralement aux taillis ? Il répond par des chiffres et constate que si le rendement de la futaie en matière et en argent est supérieur à celui du taillis, la rente, c'est-à-dire le taux du placement est inférieur. Le capital engagé étant, dans la futaie, considérable, alors qu'il n'est que peu important dans le taillis, il rapportera 2 0/0 dans le premier cas et 4 1/2 dans le second. Or, dans notre société, dit-il, bien peu de personnes sont assez riches pour se contenter de faire rapporter 2 0/0 et souvent moins à leur argent, Enfin il ajoute : si par un concours de circonstances une famille est assez riche pour se contenter de ce faible taux de placement, il n'y a nulle témérité à avancer que cet état ne durera pas au delà de deux ou trois générations. Sans parler des revers de fortune et de l'instabilité qui caractérisent les fortunes particulières, il arrivera que des partages de descendants viendront démembrer une exploitation dont le temps et la fixité sont les conditions essentielles.

Mais le volume du bois livré à la société sera dans le second cas moins élevé et moins précieux. Ces considérations importent peu aux particuliers, et c'est ainsi que forêts de l'Eglise aliénées à la Révolution et forêts de l'Etat aliénées successivement

depuis, sont devenues presque toutes des exploitations à petit capital.

Enfin il faut du temps, beaucoup de temps, dans cet ordre de choses, pour réparer le mal accompli.

Or, toute notre législation semble, comme à plaisir, favoriser cette destruction des futaies : l'abolition du droit d'aînesse, qui permettait de conserver de grands patrimoines dans une seule main, la soumission de tous les héritages à la loi d'un morcellement indéfini ; la disparition du droit de préemption de la marine dans les bois des particuliers, droit qui lui permettait de ménager les ressources des forêts domaniales.

Il n'y a donc plus que les êtres moraux impérissables, qui sont assez riches et surtout assez vivaces pour consacrer leurs forêts à la production des bois de forte dimension, dont le travail national ne pourra jamais se passer malgré l'emploi du fer dans les constructions. Or, dit-il, les bois des Eglises ont disparu, ceux des communes ne connaissent plus la prescription du 1/4 en réserve aussi rigoureuse qu'elle existait autrefois, ce n'est plus qu'une simple mesure de prévoyance que le Code de 1827 leur impose et dont il leur permet même souvent de se dispenser. L'Etat reste donc seul capable, en France, de consacrer ses forêts à la production des grands bois, matière indispensable,

dont le temps et l'épargne sont les seuls ouvriers. Ajoutons que c'est pour lui une obligation impérieuse, un devoir national.

Puis l'auteur suppose un instant une aliénation générale des forêts de l'Etat. Bientôt, dit-il, nous n'aurions plus de futaie, celle-ci ne rapportant pas assez, à moins que l'on n'entoure la France d'une de ces murailles prohibitives que réprouvent les lois économiques du travail et qui arrêtent le développement des sociétés modernes.

Enfin, M. Puton expose toute une suite de calamités qui, d'après lui, suivraient cette aliénation. Mais cette hypothèse n'est pour nous qu'une digression. Sa conclusion nous importe davantage.

« C'est une production coûteuse que celle des grands bois ; elle coûte beaucoup de temps et beaucoup d'argent : l'Etat peut seul l'entreprendre, et il doit la faire sur toutes les forêts qu'il possède.

« Il est temps de songer que les forêts de l'Etat sont destinées à produire du bois, des grands bois surtout, et non de l'argent. La Révolution a trouvé l'Etat riche de deux millions et demi d'hectares de forêts ; après quatre-vingt-quatre ans, le domaine est réduit à neuf cent mille hectares. Il est temps de penser à l'avenir ».

Voilà ce qu'écrivait il y a quelques années, et nous ne pensons pas qu'il ait manifesté depuis une

opinion contraire, M. Puton, directeur de l'Ecole de Nancy. C'est donc là l'enseignement de l'École. Cet enseignement est, nous le verrons, absolument conforme à l'esprit du Code. Est-il inattaquable ? Nous retrouverons cette question. Contentons-nous, pour l'instant, de formuler nos réserves.

CHAPITRE II

DE L'AMÉNAGEMENT

§ 1^{er}

Historique.

Ce mot eut dans notre ancien droit différentes significations.

.
Il désigna d'abord, dit M. Chancereau, l'abatage et le débit des bois pour les besoins du ménage. Cette interprétation est assez conforme à l'étymologie du mot lui-même, ad menaginum.

Mais il s'appliqua surtout à une institution qui tient une large place dans l'histoire des droits d'usages forestiers. En voici succinctement l'économie. Nous avons vu comment les droits d'usage, après avoir formé le droit commun de la France jusqu'à l'époque de la féodalité durent subir alors momentanément la mainmise des seigneurs. Ces droits ne tardèrent pas à reparaitre dans des titres nouveaux, affranchissements des communes, concessions des sei-

gneurs en vue de repeupler leurs domaines, transactions, etc..., titres accordés avec d'autant plus de largesse que l'on attachait moins d'importance à la propriété forestière. Mais à mesure que la valeur de cette propriété prenait un nouvel accroissement, les propriétaires des forêts songèrent à rendre le moins onéreux possible l'exercice des servitudes dont elles étaient grevées. En conséquence, lorsque les droits des usagers s'étendaient sur une partie considérable de forêts, si le produit d'une portion moins importante pouvait cependant suffire à leurs besoins, on restreignait l'exercice du droit à cette portion, et au moyen de cette concentration, le surplus de la forêt était à toujours affranchi de la servitude d'usage (1).

Telle fut l'opération indifféremment nommée réserve ou aménagement ; réserve, parce qu'elle enlevait aux usagers certaines parties de la forêt, sur lesquelles le propriétaire seul avait droit désormais ; aménagement, soit comme on le dit ordinairement parce qu'elle ménageait la forêt, soit plutôt à notre avis parce qu'elle fixait d'une façon plus stable les bois destinés au ménage (*ad menagium*).

Au reste, ces transactions entre propriétaires et usagers n'en restèrent pas là. Les seigneurs désireux d'affranchir une plus grande partie de leurs do-

1. Mcaume, Code forestier. Tome I, p. 608.

maines en vinrent, pour diminuer encore l'étendue de la superficie grevée, à abandonner certaines parties de leurs bois en pleine propriété aux mêmes usagers, dont les droits se trouvèrent ainsi cantonnés. Le cantonnement remplaça l'aménagement.

Aussi, est-ce avec un tout autre sens que nous retrouvons ce mot dans l'Ord. de 1669, titre XVII, art. 4. L'aménagement, dit Jousse, dans l'explication de cet article, consiste dans le recépage des bois abroutis et dans le repeuplement des places vaines et vagues. Et le commentateur cite à la même occasion un édit de mai 1716, art. 57 et 58, dans lequel ce mot est employé dans le même sens. Mais le soin même que prend Jousse d'expliquer ces dispositions montre bien que tel n'était plus déjà de son temps le sens courant de ce mot.

Ce n'est que dans les lois révolutionnaires que nous le trouvons avec sa signification actuelle, loi des 15-29 septembre 1791, déjà citée. L'isolement même de ce texte, article unique sur ce sujet dans cette loi générale, laisserait peut-être place à quelques doutes sur cette interprétation. Mais cette disposition qui souleva bien des discussions et sur laquelle nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir, trouve son explication naturelle dans les plaintes qui la motivèrent. Comme toutes ou à peu près toutes les lois de cette époque elle répondait aux do-

léances des cahiers soumis à l'Assemblée Nationale. Or, ces cahiers se plaignaient précisément du manque d'ordre dans le nombre et l'étendue des coupes, désordre qui occasionnait de temps à autre cherté et disette de bois. A ces plaintes, le législateur répondait, nous n'avons pas présentement le loisir d'établir un peu d'ordre en cette matière, mais il y sera pourvu prochainement par une loi.

.

L'aménagement tel que nous le comprenons aujourd'hui, et que nous l'exposerons bientôt ne fut pourtant pas complètement inconnu de nos rois. Il eut sous d'autres noms son développement parallèle à celui de la législation.

Sans doute, ce ne fut ni l'art, ni l'opération judicieusement réglée, que perfectionnèrent depuis un siècle surtout nombre de sylviculteurs distingués et qui fait aujourd'hui l'objet d'un enseignement spécial à l'Ecole forestière de Nancy. Mais l'aménagement ne fut pas inventé par notre siècle.

Le premier principe en fut posé, dès l'an 1346, par Philippe II. Ordonnance de Brunay, art. 4. « Les mestres des forêts ; selon ce qu'ils sont ordenez, enquerront et visiteront toutes les forêts et bois qui y sont et feront les ventes qui y sont à faire, en regard à ce que les dites forêts et bois se puissent per-

pétuellement soutenir en bon état » (1). Les coupes devaient donc être conduites de manière à assurer la perpétuité du revenu de la forêt. M. Lefebvre, inspecteur des forêts, à Orléans, dans son étude sur les *Origines de la sylviculture*, fait suivre ce texte des quelques réflexions suivantes : « A la vérité, dit-il, ces termes sont un peu vagues, mais l'idée n'en est pas moins nette et sans aucun doute par « bon état », le législateur a voulu entendre que de l'exploitation même devait résulter la régénération du bois, et qu'en outre, on devait conduire les coupes en ménageant les ressources de la forêt, de telle sorte qu'elle ne soit jamais dépourvue de bois exploitables, et par conséquent, que le propriétaire ne puisse être exposé à un moment, à se trouver, plusieurs années de suite, sans revenus. C'est bien là le premier terme, ou l'élément primordial du principe généralement connu aujourd'hui en aménagement sous le nom de rapport soutenu ».

Il dut d'ailleurs, même avant cette époque, s'établir par l'usage des règles concernant le mode et l'âge des coupes : « Nemora non vendantur nisi pro modo et tempore consuetis ». Philippe le Bel, 1351.

En 1367, Charles II ordonnait sur le même objet : « que quand les ventes se devront faire en nos fo-

1. Rousseau, p. 7.

rêts, les maîtres en auront collation avec les verdiers, gruyers et maîtres sergents, et aucun des sergents plus suffisants, avec s'il en est mestier, des marchands de chacune des forêts pour aviser quantes et où elles seront plus profitables à faire, sans retourner à l'erreur passée de faire à volonté tant de multiplications ne si grans ; mais seront ventes de vingt à trente arpents ainsi qu'elles escherront sans remplage » (1).

L'assiette des coupes devait donc dès lors, être réglée par les agents des forêts avec avis des marchands. Cet avis était apprécié pour la valeur des indications qu'ils pouvaient donner soit quant à la quantité et la qualité des produits nécessaires à l'industrie et au commerce, soit quant au traitement même de la forêt que ceux-ci connaissaient sans doute mieux que personne, pour la parcourir depuis longtemps.

Ce système était loin d'être parfait. L'assiette des coupes ainsi fixée fut peut-être plus régulière qu'elle ne l'avait été par le passé ; mais le principe du rapport soutenu dut recevoir maints accrocs, marchands et maîtres se souciant de l'avenir aussi peu les uns que les autres. Ces coupes continuèrent à se faire plus nombreuses et plus importantes que

1. Rousseau, p. 12.

ne le comportait l'état de la forêt. La consécration législative donnée au balivage dans le même temps ne pouvait suffire à réparer le mal auquel l'arbitraire de cette législation laissait une trop large prise.

François I^{er} ordonnait à son tour en 1515 que la réglementation des forêts devait être faite, « pour leur bien et ménage ». C'était une bonne pensée, mais une indication aussi platonique ne devait être d'aucun effet sur cette plaie profonde. Aussi fut-il amené par la suite, à poser lui-même des principes plus précis. C'est ainsi que dans une ordonnance de 1544, il formulait la distinction entre les taillis et les futaies et constituait les taillis sous futaie, par ses nouvelles règles sur le balivage. Puis, pour les uns et les autres, il établissait une règle commune d'exploitation : « Les ventes et les coupes de nos bois seront faites par arpents à tire et aire, et non par pieds d'arbres » (1) ; règle que Sainctyon, explique de la manière suivante :

« Tirer signifie avancer tout droit, en effet les veneurs disent : cette bête tire pays quand elle suit droit sans tourner et user de ruses : on dit aussi à tire d'ailes, d'un oiseau de chasse qui fond tout droit sur le gibier. Ainsi couper à tire et aire, c'est-

1. Rousseau, p. 187.

à-dire sans intermission et délaissement, en abattant les arbres debout, ôtant et recepant les arbres derobés ou brisés des vents et nettoyant l'aire de tout le menu bois avorté, brouté, mangé des bêtes, dont le contraire se fait quand on coupe par pieds d'arbre, ou qu'on choisit le plus beau bois, délaissant le pire sans le vouloir couper, ou bien en intention d'y repasser une autre fois, qui est le plus *mauvais ménage* qu'on puisse faire en coupes de bois » (1).

A cette trop grande faculté laissée aux agents des forêts quant à la désignation des coupes, l'ordonnance de Moulins 1566 vint apporter une première disposition restrictive : « Ne se pourra faire aucune coupe de bois de haute futaie ès terre de notre domaine sans lettres patentes de nous vérifiées en parlement et chambre des comptes sous peine de nullité, restitution, dommages, etc. »

Henri III dans une ordonnance de 1573 fixait la révolution de ces futaies à cent ans, puis confirmait en 1576 et 1579 les règles précédemment établies par François I^{er}, 1544, ce qui ne l'empêchait pas

1. Ce mauvais ménage est pourtant devenu méthode culturale. C'est aujourd'hui la méthode des éclaircies qui s'impose pour les futaies résineuses, mais dont l'extension aux feuillées a soulevé bien des critiques. Voir la thèse de M. L. Chançerel en sa conclusion.

d'annibiler l'effet de ces sages dispositions par des coupes multipliées. Aussi Martin pouvait-il, en 1582, imputer en partie la ruine des forêts aux seigneurs fonciers, dont le roi était le principal « qui par avarice ou par mauvais ménage y auraient fait faire un trop grand abatis et les auraient mal usées ».

Ce fut l'Ordonnance de 1597, qui créa, on peut le dire, l'aménagement, en instituant ses commissaires réformateurs. Ces commissaires étaient d'une manière générale chargés de procéder en toute diligence à la visitation et réformation des forêts, mais avaient surtout pour mission : « de décrire l'état auquel elles étaient, la nature du fond, qualité et quantité et d'établir bon ordre et *Réglement* certain des ventes et coupes ordinaires qui se devront et pourront faire, tant en taillis qu'en bois de haute futaie, le tout sur avis du conseil. »

L'état spécial dressé par les réformateurs par province et par forêt dut donc être par la suite la règle des grands maîtres, quant aux ventes et coupes, toujours faites d'ailleurs suivant l'ordonnance de 1544, à tire et aire, l'exploitation par pieds d'arbres étant interdite.

L'ordonnance de 1669 n'eut rien à innover sur ce point ; elle se borna à reproduire ou à peu près ces dispositions. L'aménagement fait encore partie de

la Réformation : il est désigné sous le nom de Règlement, règlement qui doit être approuvé par ordonnance.

« Il ne sera fait aucune vente dans nos forêts, bois ou buissons, soit de futaie ou de taillis, que suivant le règlement qui en sera arrêté en notre conseil ou sur lettres patentes bien et dûment enregistrées en nos cours de parlement et chambres des comptes... »
Ord. de 1669, art. 1^{er}, titre XV.

La grande loi révolutionnaire elle-même, celle du 29 septembre 1791, consacrait cet état de choses. « L'ordonnance de 1669 et les autres règlements en vigueur continueront à être exécutés » jusqu'à ce que paraisse la loi sur les aménagements.

A défaut de loi, un décret du consulat ordonna l'aménagement des bois communaux, dont le Règlement s'était trouvé bouleversé dans l'espace de quelques années pendant lesquelles les communes avaient recouvré l'administration de leurs forêts.

Puis bientôt, ce fut par de simples circulaires adressées aux conservateurs que le pouvoir exécutif donna ses instructions pour l'établissement ou la revision des aménagements. « Instruction du 7 juillet 1824. Circulaire du 8 janv. 1828 » (1).

Nous verrons tout à l'heure, comment le Code forestier régla cette importante matière.

1. Baudrillart, tome 3.

§ II

Définition.

A. Qu'entend-on aujourd'hui par aménagement ?

D'après le Code civil l'aménagement est l'opération qui détermine dans une forêt l'ordre et la quotité des coupes. Cet aménagement est d'ailleurs susceptible de s'établir par l'usage. Il constitue pour toute forêt le mode normal de jouissance : c'est ce qui résulte bien de l'article 570 Code civil, « l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires. »

Ce serait là une définition assez incomplète aujourd'hui, mais il faut remarquer que ce n'est qu'incidemment qu'elle se trouve ici et ne pas oublier qu'elle émane de juristes et non de forestiers. Les législateurs de 1789, avaient reconnu la nécessité de l'aménagement pour les forêts de l'Etat, ceux de

1804 en reconnaissaient l'utilité dans ce cas pour les propriétés privées.

Plus précise est déjà la définition qu'en donnait le comte Roy en son rapport à la Chambre des pairs, séance du 8 mai 1827 :

« L'aménagement... Dans l'acception actuelle de ce mot, c'est l'art de diviser une forêt en coupes successives, et de régler l'étendue ou l'âge des coupes annuelles dans le plus grand intérêt de la conservation de la forêt, de la consommation en général, dans celui enfin du propriétaire, et s'il s'agit des forêts de l'Etat, dans le plus grand intérêt de la société. »

Pour M. Henry Michel, cette définition exacte alors ne le serait plus aujourd'hui et notre regretté Maître définissait à son tour l'aménagement : « une opération qui a pour objet de régler la culture et l'exploitation d'une forêt de manière à lui faire produire un revenu annuel aussi constant que possible. »

Cette définition elle-même ne saurait être acceptée sans quelques réserves. Il y a dans ces deux définitions une confusion qui se retrouve d'ailleurs dans la plupart des définitions de ce mot, données par les auteurs les plus autorisés. On eût pu l'éviter facilement par une distinction.

L'aménagement est à la fois une opération, une

science et un art. Comme opération, il peut relever à la fois du Code et de la sylviculture, comme science et comme art il n'appartient qu'à cette dernière. C'est donc avec le premier sens que ce terme figure au Code.

Aussi bien la constance du revenu peut être une qualité, le but poursuivi d'un aménagement, ce n'en saurait être un caractère essentiel. Car l'aménagement pourra parfaitement avoir un autre but ; nous le verrons tout à l'heure.

Nous définirons donc simplement l'aménagement : l'opération qui a pour objet de régler pour une ou plusieurs révolutions (1) l'exploitation d'une forêt. Cette définition se rapproche sensiblement de celle donnée par le Code civil, mais nous substituons le mot exploitation aux mots ordre et quotité, parce que l'aménagement comprend non seulement la délimitation et la désignation des coupes, mais encore le balivage, dont le Code civil n'avait pas à s'occuper, puisque son article s'applique aux taillis simples.

Mais cette définition même a besoin de quelques explications ; ces explications tenant plus de la syl-

1. Dans le langage forestier, on entend par révolution le nombre d'années fixé pour l'exploitation d'une forêt et formant un cycle à l'expiration duquel les mêmes parcelles reviennent en tour d'exploitation.

viculture que du droit, nous nous efforcerons d'être aussi brefs que le comporte notre sujet.

B. — Aménagement et exploitabilité. — Notions premières de sylviculture.

La forêt, étendue de terrain plantée d'arbres, arbustes ou arbrisseaux, tire son rapport principal de la vente de ces produits. Le propriétaire, nous entendons le propriétaire raisonnable vivant de son revenu, d'une forêt d'un âge quelconque peut en tirer parti de diverses manières : ou bien couper le tout et vivre avec ce produit en attendant que le temps lui permette d'effectuer une nouvelle coupe, ou bien ne couper chaque année que partie de cette forêt proportionnée à ses besoins. Dans un cas comme dans l'autre, il courra un risque, ce sera de voir son capital, argent dans le premier cas, bois dans le second, épuisé avant que le recru n'ait acquis une valeur suffisante pour être coupé utilement de nouveau. S'il ne veut donc pas se trouver pris au dépourvu, au lieu de régler sa coupe sur ses dépens, il devra régler ses dépens sur sa coupe, c'est-à-dire qu'il établira pour son bois une révolution et qu'il en divisera l'étendue, (nous supposons une valeur uniforme à la superficie boisée), en autant de coupes que cette révolution comptera d'années, de sorte qu'avec une révolution

de vingt ans, par exemple, il aura chaque année une coupe de bois de vingt ans à mettre en vente. Il aura fait ainsi un aménagement, sans le savoir peut-être, tout comme le bourgeois de Molière faisait de la prose.

Si nous supposons à ce domaine une étendue de 60 hectares, le propriétaire pourra le diviser en 20 coupes de 3 hectares chacune ou 30 coupes de 2 hectares, ou 60 coupes d'un hectare, sans autre guide que son intérêt. Il devra donc chercher quelle sera la coupe la plus avantageuse : problème complexe dont la solution sera faite à la fois d'expériences et de connaissances techniques, de renseignements commerciaux et de calculs. A la sylviculture, il demandera ses données sur la marche de l'accroissement du volume boisé. Il saura ainsi que cet accroissement, progressif au début, reste ensuite stationnaire, pour aller plus tard en diminuant ; ces données varient du reste avec les sols, les climats, les essences. Le commerce lui apprendra d'autre part quels produits, menus bois, chauffage ou industrie, s'écoulent le mieux dans la contrée. Le calcul enfin lui fera connaître à quelle révolution correspond le taux de placement le plus élevé. Ce résultat du reste n'aura rien d'absolu ; car l'accroissement pourra être contrarié par telle ou telle variation atmosphérique, gelée, verglas,

par exemple ; et le commerce lui-même étant sujet à de nombreuses fluctuations, pourra lui apporter quelque déconvenue. La complexité même de la question est cause que, pour la plupart des propriétaires, l'usage généralement suivi ou l'exemple plus ou moins heureux du voisin remplaceront tous ces calculs. D'ailleurs, comme nous le verrons tout à l'heure, la nécessité de l'aménagement étant proportionnelle à l'étendue de la forêt, seul le propriétaire d'une masse forestière, une centaine d'arpents si l'on veut, sera susceptible d'en constater les bienfaits. La plupart du temps, du reste, celui qui n'a que quelques arpents de bois les regarde moins comme une source périodique de revenu que comme une réserve, que l'on exploitera au premier besoin.

Et encore ce problème, tel que nous venons de le poser, est-il réduit à son extrême simplicité. Il porte sur un bois type que l'on rencontre peu. La plupart du temps l'aménagement d'une forêt se complique des différents âges des parcelles à aménager, des différents modes d'exploitation précédemment établis, enfin et surtout de l'existence d'une réserve. La sylviculture a donné un nom au but de ces recherches, c'est ce qu'elle appelle l'*exploitabilité commerciale*, exploitabilité, parce qu'il marque l'état dans lequel l'exploitation de cette

forêt, donnera les plus grands avantages ; commerciale, parce que les avantages demandés sont ici le produit le plus rémunérateur.

Nous avons supposé dans l'exemple ci-dessus un propriétaire exploitant sa forêt pour le revenu à en tirer ; c'est en effet le cas plus général, mais il peut poursuivre un autre but. Propriétaire d'un parc, il peut désirer avant tout en conserver les arbres jusqu'à leur complète longévité, c'est-à-dire le plus longtemps possible. Ce sera l'*exploitabilité physique*. Ou bien la forêt n'étant que la dépendance d'un important domaine, on la cultivera surtout en vue d'en retirer certains produits spéciaux : liège, résine, perches de mine ou grands bois destinés aux réparations et aux constructions à y effectuer ; dans ces différents cas, on ne tiendra plus aucun compte de la valeur marchande des produits ni du taux de placement : ce problème changera de nom, ce sera dans le premier cas, produits spéciaux, la recherche de l'*exploitabilité technique* ; dans le second, la recherche de l'*exploitabilité absolue, absolue*, parce qu'elle demandera à la forêt sa production maximum en volume.

Ou bien enfin l'on recherchera les produits les plus utiles à tous les emplois et à toutes les industries en général et ce sera l'*exploitabilité économique*. C'est celle qui correspond à la production des ar-

bres de la plus grosse dimension ; car ce sont les gros bois qui ont les emplois les plus nombreux et qui sont les plus recherchés dans l'industrie. L'exploitabilité économique présente une importance particulière, puisque c'est elle qui est adoptée généralement dans les bois de l'État.

C'est encore à la sylviculture qu'il appartient de déterminer en chaque cas l'âge d'exploitabilité, et c'est à ses indications que devra se conformer l'aménagement.

C. *Différentes sortes d'aménagement.*

A chaque exploitabilité correspondra donc un aménagement différent. Avec chacune variera surtout l'âge de la révolution des coupes.

Or, on distingue à ce point de vue deux modes de traitements : le *taillis* et la *futaie*.

Cette distinction des bois en taillis et futaie, est nous l'avons vu fort ancienne, puisqu'on la trouve formulée dans les ordonnances royales dès le xvi^e siècle. Les différents textes des coutumes permettent d'affirmer qu'elle fut même antérieure à cette date. Mais il est à noter que cette distinction des forêts indiquait simplement la différence des révolutions, sans impliquer aucune idée de traitement spécial, la sylviculture étant à peu près inconnue. Taillis et futaie

furent pendant longtemps soumis à la même méthode d'exploitation, dite à tire et aire. Il faut noter encore que la distinction faite alors était loin de correspondre à celle qui domine aujourd'hui l'aménagement, même quant à la durée des révolutions à laquelle ils étaient soumis. Sur ce point même, il n'y avait pas entente parfaite entre les coutumes. Pourtant l'usage le plus général était de considérer comme futaie tous les bois au-dessus de quarante ans ; quant aux taillis, ils étaient soumis à la révolution décennale. Cet usage fut consacré par l'ord. de 1544. L'ordonnance de 1587, en reproduisant cette distinction, défendait de couper les taillis, à moins de dix ans, exception pourtant était faite pour le châtaigner qu'on pouvait couper plus jeune.

Aujourd'hui, à cette distinction des taillis et des futaies correspond non seulement une différence d'âge d'exploitation, mais aussi différents modes de traitement.

Les taillis, qui s'exploitent jeunes, généralement avant quarante ans, se régénèrent par rejets de souches. Ils fournissent des bois de faible dimension, bois de chauffage le plus souvent, et à titre exceptionnel des bois de petite industrie, piquets, échelas, perches à houblon.

Les futaies, au contraire, se reproduisent par

graines ou plantations artificielles et sont destinées à fournir des bois de grande dimension.

Chacune de ces catégories correspond donc à des destinations spéciales, et aussi le plus souvent à des peuplements et à des sols divers. A des peuplements divers, car toutes les essences ne s'accommodent pas également du traitement en futaie, soit que leur longévité naturelle soit inférieure à la durée des révolutions de la futaie, soit que, dépourvues d'application industrielle, elles n'aient rien à gagner à être présentées sous de fortes dimensions. Les essences auxquelles le traitement en futaie convient le mieux sont, chez nous, le chêne, le hêtre, le pin et aussi le sapin, l'épicéa, le mélèze: les trois premières sont les plus répandues; le chêne et le hêtre sont les plus précieuses. Le charme vit assez vieux pour être traité en futaie, mais n'est guère propre à l'industrie, et comme chauffage perd de sa valeur en grossissant. Mais comme tous les terrains ne sont pas propices à la culture du blé, de même tous les sols ne sont pas favorables à l'éducation des futaies. En certains cantons, les bois poussent plus langoureux, plus rabougris dès leur jeune âge, ou bien arrivés à un certain développement se couronnent et meurent par le faite. L'exploitation en taillis s'y impose.

Le mélange des essences, la diversité des sols et

la nécessité d'obtenir des produits de grande dimension ont fait combiner entre eux ces deux modes de traitement, taillis et futaie, de la manière suivante : dans les bois exploités en taillis, on réserve, lors de la coupe, un certain nombre de brins appelés *baliveaux*, choisis parmi les plus beaux et des essences les plus précieuses. Ces baliveaux seront encore épargnés à la coupe suivante et prendront le nom de *modernes*. Après la troisième coupe, ils s'appelleront *anciens*. On trouvera ainsi sur la coupe d'un bois taillis exploité de cette manière depuis au moins trois révolutions, une réserve ou futaie, constituée de baliveaux, modernes et anciens ; d'où le nom donné à ce troisième mode de traitement des bois, de *taillis sous futaie* ou *futaie sur taillis* : c'est le premier terme qui est le plus généralement adopté quand on parle des bois de l'Etat.

Ce troisième mode de traitement des forêts est aussi ancien que les deux autres ; ces prescriptions coutumières ou législatives sur la distinction des taillis et futaies portent toutes différentes règles sur la réserve.

En résumé, on distingue trois sortes d'aménagement, taillis, futaie et taillis sous futaie.

Chacun de ces modes a ses avantages et ses in-

convénients. Le taillis semble particulièrement avantageux en ce qu'il convient en général à tous les sols et à toutes les essences, et aussi parce que l'expérience et le calcul ont montré qu'il est le plus rémunérateur. Aussi est-ce le mode presque exclusivement adopté par les propriétaires. La futaie exige un choix de sol et d'essences, un capital plus important, et ne donne en revanche qu'un placement moindre ; mais la nécessité même de ses produits fait un devoir pour l'Etat de s'appliquer à sa production. A défaut de futaie l'Etat combine, partout où cela est possible, ces deux modes de traitement, c'est-à-dire applique le troisième, taillis sous futaie, qui lui fournit encore une quantité appréciable de bois de grande dimension. Un certain nombre de particuliers y trouvent également leur compte.

Cette distinction faite, hâtons-nous d'ajouter qu'il n'est pas toujours facile de préciser sur le terrain la catégorie à laquelle appartient telle ou telle parcelle. Au terme de futaie répond dans le langage courant l'idée d'un bois d'un certain âge ; alors que comme nous venons de le dire, c'est non pas l'âge d'un peuplement, mais sa nature qui forme son caractère distinctif selon l'aménagement. Tel perchis par exemple, sera qualifié couramment de taillis, qui fait partie selon l'aménagement de la catégorie futaie. D'autre part, de l'importance même de la ré-

serve laissée sur un taillis, il pourra arriver que l'on ne sache si l'on est en présence d'un taillis sous futaie ou d'une futaie.

Le caractère distinctif de chacun de ces modes c'est que les taillis — taillis simples ou taillis sous futaie — sont soumis à une courte révolution, tandis que les futaies sont soumises à une révolution plus longue.

§ III

Nécessité de l'aménagement.

L'*aménagement* est nécessaire au simple particulier et pour la régularisation de son revenu et pour le facile écoulement de ses produits, pour peu que son domaine boisé présente quelque importance. Dans cet ordre d'idée l'Etat n'est que le premier propriétaire de France, par l'importance aussi bien que par l'étendue de son domaine. C'est donc à lui surtout que s'impose la nécessité de l'aménagement. Les forêts forment une partie de sa richesse ; elles sont susceptibles d'un rapport moyen de 30.000.000 de francs, et couvrent une étendue de plus d'un million d'hectares ; de plus, leur aménagement s'applique comme partie intégrale du régime forestier, aux 2 millions et demi d'hectares de bois des communes et des établissements publics. Cette règle unique imposée à la meilleure partie du domaine boisé français fait de l'Etat le régulateur du marché des bois. Il n'a donc pas comme le simple particulier à se préoccuper de la valeur des bois mis en vente à côté

des siens. De temps à autre, il pourra arriver pourtant que la vente en bloc ou le démembrement d'une grande propriété boisée vienne jeter quelque discrédit sur les cours dans telle ou telle région, discrédit dont se ressentira peut-être la vente des coupes des forêts de l'Etat les plus proches ; mais ce ne sera là qu'un accident dont l'influence se contrebalancera ailleurs d'un fait opposé ; ainsi que le prouve suffisamment chaque année la justesse approximative des évaluations budgétaires.

Mais il est pour l'Etat d'autres préoccupations qui donnent à l'aménagement de ses forêts une importance capitale. L'Etat est propriétaire de ses bois. Mais il se doit à lui-même d'en user dans l'intérêt général, qui n'est, on l'a souvent répété, que la somme des intérêts particuliers. Aussi voyons-nous le comte Roy proclamer que l'aménagement des forêts de l'Etat doit être dirigé dans « le plus grand intérêt de la société ». Mais il s'agit de savoir en quoi consiste cet intérêt de la société. Et c'est là une question vivement controversée de nos jours. L'idée qui semble avoir préoccupé le plus vivement le législateur de 1827 est celle de la nécessité de la conservation de nos richesses forestières. Telle avait été l'inspiration de l'Ordonnance de 1669. Telle fut encore celle du Code. Or une forêt si elle n'est aménagée, c'est-à-dire si l'ordre des coupes n'en est sé-

vèrement et judicieusement réglée, est exposée — la suite de notre histoire forestière n'en est qu'une longue preuve — au désordre et au gaspillage, dont les embarras financiers sont les prétextes ordinaires. L'aménagement est donc nécessaire pour la sauvegarde de nos richesses forestières.

Il ne l'est pas moins pour la régularisation annuelle de la quantité des produits à exploiter. Car ces produits, on l'a dit souvent, mais on ne saurait trop le redire, forment « le pain quotidien d'une multitude d'individus et ne peuvent varier sans qu'il en résulte de grandes perturbations et d'incalculables souffrances »(1). Ces individus ce sont aux « reins » et au sein même de la forêt ces rudes populations, qui n'ont à cultiver que des terres insuffisantes et le plus souvent de qualité médiocre, mais qui abattent, exploitent et transportent le bois. Ce sont les bûcherons, classe laborieuse et forte qui ne connaît pas encore, Dieu merci, les atteintes de la démoralisation signalée de toutes parts dans les grands centres ouvriers. Ce sont les sabotiers, scieurs de long, fendeurs, charbonniers qui travaillent sur le parterre même des coupes. Ce sont les voituriers, petits cultivateurs pour la plupart, auxquels le transport des bois permet de garder et de nourrir leurs chevaux pendant l'hiver. Ce sont les marchands de détail de toutes sortes, qui fournissent aux précédents les

1. Tassy, *De l'aménagement*.

denrées et aliments. En un mot c'est toujours plus de la moitié, souvent la totalité de ces populations qui vit de la forêt. Ce sont aussi les industriels, avec leurs usines, scieries, tanneries, papeteries.

Puis dans un certain rayon ce sont les ouvriers de bois, menuisiers, charrons, charpentiers, ce sont les commerçants même qui font profession de porter au loin ou de mettre à la disposition de ceux qui en ont besoin, ces produits de première nécessité, bourrées pour le four, fagots et corde pour le foyer, bois d'industrie enfin que menuisiers, charrons et charpentiers travailleront à leur tour pour la plus grande commodité de tous.

Qu'un évènement imprévu suspende les coupes ; que la fantaisie d'un gouvernement se borne même à les restreindre — régulièrement après les avoir prodiguées — et ouvriers et artisans privés de leur gagne-pain connaîtront la misère qui les forcera à aller chercher ailleurs, avec le travail, l'argent nécessaire à leur modeste vie, et dont bon nombre après avoir été ballottés de ci, de là par la fortune, échoueront à la ville où ils iront respirer un air moins pur et grossir fatalement le nombre des sans travail, partant des révoltés.

Pour les autres, industriels ou commerçants, la gêne ne sera pas moindre, d'importants capitaux d'exploitation se trouvant tout à coup sans emploi.

Enfin, les cultivateurs de la région ne seront eux-mêmes pas indemnes. Peut-être auront-ils la ressource de tirer de plus loin ce qui leur manquera ; mais ils auront du moins à subir une forte hausse sur tous les produits, directs ou indirects de la forêt.

Mais rien de tel ne sera à craindre avec un aménagement sagement préparé. De par la constance même des produits qu'il livrera, il s'établira insensiblement entre les coupes de bois, la population, l'industrie et le commerce un juste équilibre qui permettra à ceux-ci de vivre, au commerce de prospérer, tout en assurant aux forêts un libre et avantageux écoulement de leurs produits.

Cette notion de la nécessité de l'aménagement, pour plus moderne que la première, n'en est pas moins sûre ; et peut-être Bernard Palissy l'entrevoyait-il déjà, quand il écrivait les lignes que nous avons citées plus haut.

Nous avons vu d'autre part que l'aménagement fut l'objet de la sollicitude de nos rois, presque aussitôt qu'apparut la notion de la valeur des forêts ; et bien que la difficulté des communications ait été longtemps un obstacle à son développement régulier, nous en avons trouvé les principes formulés de bonne heure. Et s'il nous fallait d'autres preuves de cette nécessité il suffirait de regarder autour de nous de quels soins jaloux des peuples chez lesquels l'exploit-

tation des forêts ne datent que d'hier, entourent déjà cette partie de l'administration de leurs bois, encore que ceux-ci présentent des richesses considérables. Telles la Russie et les États-Unis (1).

Les rédacteurs du Code forestier comprirent l'importance de l'aménagement, que le comte Roy appelait « la partie la plus importante de l'administration des bois ». Et les progrès de la sylviculture l'ont depuis considérablement grandie. Mais il était bon de rappeler cette assertion, car le peu de place accordé au même Code, à cette matière, eût plutôt donné à penser que cette nécessité avait échappé à nos législateurs. Les raisons de cette sobriété législative apparaîtront plus clairement par la suite.

1. Avis du conseil de l'empire russe, 4 avril 1888. Loi forestière américaine, 3 mars 1891.

§ 4

De l'autorité compétente pour régler l'aménagement des forêts de l'Etat.

A. Aménagement proprement dit.

Il importe de ne pas confondre l'autorité à laquelle appartiennent les détails d'exécution de l'aménagement, avec celle qui ordonne et approuve cette même opération.

Dans notre ancien droit où les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire étaient réunis dans la main royale, il appartenait au roi de faire opérer l'aménagement de ses domaines ; c'est ce que firent successivement Henri II, 1597 et Louis XIV en 1661. L'un et l'autre déléguèrent ce soin à des commissaires réformateurs, l'aménagement n'apparaissant alors que comme le moyen le plus sûr d'empêcher pour l'avenir le désordre dans les forêts. Le législateur révolutionnaire laissa subsister cet état de choses et se contenta d'approuver les règlements précédemment établis selon l'Ordonnance de 1669.

Les forêts étaient donc lors de l'élaboration du

Code forestier, du moins pour la plupart, exploitées selon un aménagement établi ici par l'usage, là par de très anciens règlements. Quelques-uns de ceux-ci avaient été précédemment l'objet d'une revision, dont les circulaires ministérielles avaient réglé minutieusement les détails. Mais dans un certain nombre de cantons, l'usage restait comme le seul guide des coupes. Et cet usage plusieurs fois séculaire ne s'accordait pas toujours avec les théories culturelles récemment développées, ni surtout avec les idées nouvelles sur le rôle des forêts. Les législateurs de 1827 qui voyaient avant tout dans l'aménagement, le moyen d'assurer la conservation de nos richesses forestières, ne devaient pas tolérer que celles-ci soient livrées plus longtemps à une exploitation routinière.

Aussi, l'art 67 de l'Ordonnance réglementaire du 4^{er} août 1827, dispose-t-il :

« Il sera procédé à l'aménagement des forêts dont les coupes ne sont pas fixées régulièrement, ou conformément à la nature du sol ou des essences.

Notre ministre des finances nous présentera, au mois de janvier de chaque année, l'état des aménagements effectués durant l'année révolue ».

Le principe avait été posé par l'art. 15 du Code :

« Tous les bois et forêts du domaine de l'Etat sont

assujettis à un aménagement réglé par des ordonnances royales ».

Quelle devait être la portée de cette disposition ? Cet article se bornait en fait à consacrer et à généraliser le mode précédemment suivi. De par son silence même, l'administration des forêts gardait quant à la confection de ces aménagements tous les pouvoirs qui lui avaient été précédemment attribués. Ils devaient être, comme par le passé, confiés à des commissions d'aménagistes dont les récentes circulaires avaient établi la composition. Seule, sa mise en vigueur, était soumise à la formalité de l'approbation royale et devait attendre sa consécration de la publication même de l'ordonnance. Sans doute, c'était en vertu d'une délégation de la même autorité que travaillait l'administration forestière ; mais cette formalité même devait attirer l'attention du roi ; c'était dans l'esprit des rédacteurs du code une garantie de l'observation des règles générales tracées par le Code et par l'Ordonnance réglementaire,

Avec la chute de la monarchie constitutionnelle disparurent les ordonnances royales. Ce sont dans la constitution de 1872, les décrets qui les remplacent.

Il pourrait sembler, à première vue, que l'art. 15 ne puisse plus recevoir de nos jours d'application pratique, toutes les forêts ayant dû être aménagées

en vertu de la promulgation du Code forestier. Il n'en est rien pourtant, ainsi que le prouvent le fonctionnement au sein même de l'administration forestière d'un service spécial, dit des aménagements, et le nombre des décrets sur cet objet.

Un bureau de la direction des forêts est plus particulièrement chargé de la direction de ce service, auquel dans onze de nos conservations forestières — Algérie non comprise — est affecté un personnel hors cadre. La situation même de ces conservations toutes en montagnes, sauf la première (Paris), montre que c'est surtout aux terrains récemment reboisés que s'appliquent les nouveaux aménagements. Mais d'autre cas peuvent se présenter où cette opération n'est pas moins nécessaire ; telle l'acquisition directe ou par échange d'une parcelle boisée appartenant à un particulier. D'autre part, il ne faudrait pas croire qu'un premier aménagement soit un travail intangible. Sans doute, destiné à assurer la régularité des coupes, son but serait bien compromis, s'il était exposé à des remaniements trop fréquents. De sa nature même, il embrasse une révolution plus ou moins longue selon le mode de traitement des bois auxquels il s'applique. Mais on comprend d'ailleurs, qu'au cours même de cette révolution, des circonstances exceptionnelles puissent en rendre la révision utile, sinon nécessaire ; soit que l'aménagement con-

sacré ne paraisse pas absolument satisfaisant, quant au mode de traitement qu'il impose à la forêt, soit pour toute autre raison (1). Enfin, il est rare que la première révolution prévue par l'aménagement, une fois parcourue, quelques modifications plus ou moins importantes, ne semblent devoir lui être apportées.

Qu'il s'agisse d'un aménagement à régler pour la première fois, ou de la révision d'un aménagement antérieurement établi, la procédure sera la même. C'est du ministère, sur la proposition de l'administration le plus souvent, que partira l'ordre d'aménagement ou de révision, du ministère encore qu'il recevra par décret sa sanction définitive. Les opérations préliminaires, arpentage, bornage, travaux de toutes sortes, seront réglées par les agents ordinaires de l'administration. Quant à l'aménagement proprement dit, c'est à une commission dite d'aménagement qu'en seront laissés les soins.

C'est un décret qui ordonne et approuve l'aménagement. Mais, de quel ministre doit émaner ce décret ?

1. La révision des aménagements porte le plus souvent sur des changements de traitement. Exemple, tel bois précédemment aménagé en taillis sera dorénavant aménagé en futaie ou *vice versa*. Ce sont ces changements que l'on désigne dans le langage courant sous le nom de conversion ; conversion de taillis en taillis sous futaie ou futaie, de futaie en taillis simple ou sous futaie, de taillis sous futaie en futaie ou taillis simple.

De celui qui aura la direction des forêts évidemment. Mais alors, à quel ministre devra-t-on attribuer cette direction ? Cette question qui n'avait pas une importance capitale en 1827, alors que le pouvoir exécutif se centralisait entre les mains du roi, présente un certain intérêt aujourd'hui que ce même pouvoir est partagé entre les différents membres du Conseil.

Actuellement, l'administration des forêts se trouve dirigée par un Conseil supérieur de trois membres ou administrateurs. A leur tête est un conseiller d'Etat, directeur. Celui-ci n'est pourtant que le vice-président de ce Conseil, dont la présidence revient de droit au ministre de l'agriculture. Mais il n'en fut pas toujours ainsi. Ce fut un décret du 15 décembre 1877, qui, à la suite d'un long débat à la Chambre des députés, rattacha à l'agriculture, la direction des forêts qui dépendait précédemment du ministère des finances, en vertu de l'art. 1^{er} de l'Ordonnance du roi, 1^{er} août 1827 : « Les attributions conférées par le Code à l'administration forestière seront exercées sous l'autorité de notre ministre des finances ».

Le nouveau décret du 15 décembre 1877, porte simplement :

« La direction générale des forêts est distraite du

ministère des finances et rattachée au ministère de l'agriculture et du commerce ».

Dans la longue discussion qui précéda ce décret, et à la suite de laquelle la majorité des députés se prononça pour le transfert à l'agriculture, la raison qui sembla peser le plus, fut le péril qu'il y avait à laisser ainsi au pouvoir du ministre des finances un trésor ouvert et dont la conservation était de nécessité publique. On craignait qu'un ministre des finances embarrassé ne succombât à la tentation. La raison était sérieuse, le remède fut spécieux et trompeur. Car tout aussi bien que le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, peut être disposé à prodiguer des ressources forestières, pour équilibrer un budget qui n'est pas le sien, il est vrai, mais qui est celui du cabinet dont il fait partie, car il existe sur ce point, de fait sinon de droit, entre les membres d'un même ministère, une solidarité réelle, qui s'est rarement démentie.

Après l'administration qui propose, le ministre qui autorise pour sanctionner ensuite, les *commissions d'aménagement* exécutent. Ce sont elles qui déterminent le mode de traitement de la forêt, en taillis simple, taillis sous futaie, ou futaie, entre lesquelles elles ont à choisir. L'importance qui s'attache à ce choix dit assez l'importance du rôle des aménagistes, c'est le nom que l'on donne ordinaire-

ment aux membres des commissions d'aménagement. Leur mission, d'autre part, est entourée de nombreuses difficultés. Bien ardue est cette tâche qui nécessite avec les connaissances les plus étendues, une extrême circonspection. Ces commissions, sans doute, ont la coutume (aucune loi ne le leur impose), d'aller opérer sur place, où elles peuvent mieux juger de l'état des forêts dont elles ont pour mission de régler la destinée. Sans doute, l'âge et la consistance des peuplements, la géologie du sol, leur seront une précieuse indication sur la possibilité ou l'impossibilité d'y établir tel ou tel aménagement ; mais le plus souvent, les indices de la végétation existante, l'analyse même du terrain, seront insuffisants, et ils devront faire appel à toute leur science pour prendre une décision. Leur jugement, d'ailleurs, n'est pas entièrement libre ; l'ordonnance réglementaire de 1827 leur a tracé des règles dont elles ne doivent pas se départir. La première, celle qui donne toutes les opérations de l'aménagement, est posée dans l'article 68 :

« Les aménagements seront réglés principalement dans l'intérêt des produits en matière et de l'éducation des futaies.

« En conséquence, l'administration recherchera les forêts et parties de forêts qui pourront être réservées pour croître en futaie, et elle en proposera

l'aménagement, en indiquant celles où le mode d'exploitation par éclaircie pourrait être le plus avantageusement employé ».

C'est la consécration pour les forêts de l'Etat du principe de l'exploitabilité économique. Ce principe sur lequel il serait superflu de nous étendre de nouveau, devra lever toutes les hésitations. Dans le doute les aménagistes, déjà trop enclins comme forestiers à considérer la forêt comme leur parc, condamneront impitoyablement les bois à croître en futaie. Pourtant forestiers et sylviculteurs à la fois, les agents de l'administration spécialement affectés à ce service, semblent mieux aptes que personne à remplir cette délicate mission. Mais certaines modifications à la composition de ces commissions d'aménagement ont été proposées par des forestiers même. C'est ainsi que M. Lucien Chancerel, en sa thèse déjà citée, après avoir exprimé le désir que les soins de l'aménagement ne soient confiés qu'à des agents ayant servi un certain temps dans la région, ajoute :

« Peut-être serait-il utile de leur adjoindre un ou plusieurs membres désignés par le Conseil général et choisis parmi des experts d'une compétence et d'une indépendance indiscutables ».

N'est-ce pas le lieu de rappeler cette disposition de l'ordonnance de Charles VI, en 1376 : « Quand

les ventes se devront faire en nos forêts, les maîtres en auront collation avec les verdiers, gruyers et maîtres sergents, et aucun des sergents plus suffisants, avec s'il en est mestier, des marchands de chacune des forêts, pour aviser quantes et où elles seront plus profitables à faire...»

On se rendait compte alors que les maîtres, malgré leur bonne volonté, malgré leur savoir même, ne pouvaient que gagner à l'avis de ces sédentaires, préposés ou marchands. Peut-être ceux-ci ne nuiraient-ils pas davantage aujourd'hui même dans ces commissions auxquelles ils apporteraient leur connaissance et leur expérience de la forêt à aménager ; ce qui leur manque le plus souvent et que ne peuvent souvent fournir les agents locaux eux-mêmes, transportés qu'ils sont tour à tour de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, selon les exigences du service et de l'avancement, agents que les commissions d'aménagement ne sont d'ailleurs nullement tenues de consulter.

Au pouvoir discrétionnaire des commissions d'aménagement, l'art. 69 apporte une seconde restriction :

« Dans toutes les forêts qui seront aménagées à l'avenir, l'âge de la coupe des taillis sera fixé à vingt-cinq ans au moins, et il n'y aura d'exception à cette règle que pour les forêts dont les essences

dominantes seront le châtaignier et les bois blancs, ou qui seront situées sur des terrains de la dernière qualité ».

Les aménagistes ne doivent donc régler, hors les exceptions prévues, aucun aménagement de taillis à moins de vingt-cinq ans. C'est une heureuse dérogation aux règles de l'ordonnance de 1669 d'après laquelle ceux-ci devaient être coupés à dix ans au moins, art. 3, titre XIV. Le régime des courtes révolutions appliquées aux taillis avait été précédemment consacré par les ordonnances de 1544, 1573, 1587. Parmi les excellentes raisons que l'on peut donner de cette innovation la plus sérieuse est celle-ci : il est difficile d'élever des grands arbres dans des taillis soumis à des exploitations si fréquentes ; le baliveau abandonné à lui-même dès l'âge de dix ans a rarement la force suffisante pour résister aux vents qui auront beaucoup de chance pour le déformer, sinon pour le déraciner complètement ; on a constaté, d'autre part, que la longueur du fût d'un arbre de réserve, est généralement proportionnelle à l'âge qu'il avait lors de la première coupe. Cette modification s'imposait donc dans une législation, dont le premier but était l'éducation des futaies.

A cette règle l'ordonnance admet pourtant deux exceptions. Celles-ci se justifient d'elles-mêmes, la

première, celle qui concerne les châtaigniers et les bois blancs, du fait que ces bois perdent avec l'âge les qualités qui permettent de les employer plus jeunes ; la deuxième, celle qui tient à la situation des forêts sur des terrains de la dernière qualité, parce que ces terrains ne pouvant nourrir les bois jusqu'à vingt-cinq ans, ceux-ci commencent à dépérir bien avant cet âge et seraient susceptibles de mourir épuisés avant d'avoir atteint cette limite ; nécessité fait loi. Ces exceptions étaient d'ailleurs déjà prévues par les anciennes ordonnances. Celle de 1597 abaissait à sept ans pour le châtaignier la révolution ordinaire de dix ans. Sous l'empire de l'ordonnance de 1669, le roi pouvait, nous dit Jousse, diminuer ce temps (dix ans) en connaissance de cause, selon la qualité des terroirs, mais jamais au-dessous de sept ans.

L'ordonnance qui fixe le minimum de la révolution des taillis n'assigne aucune limite à cette révolution. Les commissions d'aménagement ont donc toute latitude à cet égard. Aussi la plupart du temps dépassent-elles ce minimum en vue même de l'éducation des réserves, autant que le permettent les essences et le terrain, car la nature, elle, met une limite à la reproduction des bois par rejets de souches.

Les aménagistes restent libres également, à dé-

faut de disposition réglementaire, quant à la durée de la révolution des futaies. D'après les théories actuelles les bois atteignent le maximum de leur accroissement moyen dans le dernier quart du premier siècle de leur existence ; puis cette accroissement reste quelque temps stationnaire et enfin décroît. Il semblerait donc que l'âge de cent ans, autrefois préconisé par différentes coutumes et ordonnances, dut encore être celui de l'exploitation des futaies. Il n'en est rien pourtant, la plupart de nos futaies sont soumises à des révolutions plus longues ; sans qu'il n'y ait d'ailleurs aucune règle fixe sur ce point. Et cet âge de cent ans n'apparaît plus que comme un minimum.

B. Balivage et abandon.

On entend par balivage, l'opération qui consiste à marquer, dans une coupe, un certain nombre de pieds d'arbres de l'âge ou baliveaux qui devront être respectés. Par extension, on donne le même nom à la marque des arbres déjà réservés lors des coupes précédentes. C'est ainsi que le balivage dans les forêts de l'Etat s'applique non seulement aux baliveaux proprement dits, mais encore aux modernes et aux anciens. Cette marque peut s'effectuer de

différentes manières. ceinturages, blanchis, empreints. C'est ce dernier mode qui est adopté par l'administration forestière; les baliveaux reçoivent au pied un blanchis dans lequel on frappe l'empreint du marteau; les modernes reçoivent deux blanchis avec empreints à la naissance des racines, les anciens, un seul, également à la naissance des racines (1).

Cette manière d'opérer est cause que l'on confond souvent le balivage avec le martelage. Le martelage est l'opération qui consiste à désigner à l'aide du marteau dans une coupe à effectuer, non plus les arbres à réserver, mais les arbres à abattre. Ceux-ci sont marqués soit au corps, soit à la racine. L'empreint devant être respecté lors de l'exploitation, sert de contrôle aux agents forestiers. On a recours de préférence au martelage dans les coupes où le nombre des réserves doit être supérieur à celui des arbres abandonnés.

Le rapprochement de ces deux termes en un même article ajoute encore à la confusion.

« Lors de l'exploitation des taillis, il sera réservé cinquante baliveaux de l'âge de la coupe par hectare. En cas d'impossibilité, les causes en seront énoncées aux procès-verbaux de balivage et de martelage.

1. Décision ministérielle du 10 août 1822. Puton p. 248.

« Les baliveaux modernes et anciens ne pourront être abattus qu'autant qu'ils seront dépérissants ou hors d'état de prospérer jusqu'à une nouvelle révolution. » Il serait facile de faire disparaître cette confusion en substituant le mot *ou* à la conjonction *et* qui tend à faire croire à la simultanéité de deux opérations pourtant absolument distinctes.

La réserve des baliveaux était ordonnée par la plupart des ordonnances forestières ; celles de 1376, 1388, 1402, étaient déjà formelles à ce sujet. L'ordonnance de 1516 en son article 3, entrainait même dans des détails intéressants sur leur choix. Ils seront pris, disait-elle, « parmi les chêneaux de brin qui viennent seuls du germe d'un gland, à différence de ceux qui viennent d'une souche », à défaut de chêne, on prendra du hêtre et à défaut de celui-ci, une autre essence. Si l'on ne trouve pas de brin de semence, on réservera des rejets de souches plutôt que de ne rien laisser (1). L'ordonnance de 1669 réglemeute à la fois balivage et martelage confiés l'un et l'autre au Garde-Marteau. Cet officier doit choisir, pour être réservés, dix arbres « en chacun arpent de futaie » et seize par arpent de taillis, ordonnance de 1668, titre XV art. 11, titre XXIV, art. 3, et réserver lors des adjudications de bois

1. Rousseau, p. 113.

taillis, tous les baliveaux, anciens et modernes qui s'y trouvent, titre XV, art. 12.

Le principe consacré par l'art. 70 de l'ordonnance de 1827 est donc presque aussi ancien que l'administration forestière et d'un usage constant. Seul le chiffre des baliveaux à réserver, est augmenté et passe de 32 à 50 à l'hectare. La différence même de l'âge adopté pour la révolution des taillis en 1669 et en 1827 suffit à expliquer ce changement ; car il sera relativement plus facile de trouver 50 baliveaux à l'hectare dans un taillis de 25 ans que 32 dans un taillis de 10 ans. On remarquera encore que la prohibition contenue dans le deuxième alinéa de l'art. 70 est moins absolue que celle de l'art. 12 du titre XXV de l'ordonnance, puisque, générale dans ce dernier, elle ne s'étend plus aujourd'hui aux arbres dépérissants ou hors d'état de prospérer jusqu'à une nouvelle révolution.

Le *balivage* est, nous l'avons vu, l'opération qui constitue pour les forêts, après les taillis et les futaies, un troisième mode de traitement, le taillis sous futaie. C'est à ce titre qu'elle a sa place dans l'aménagement. Ajoutons qu'elle est de la plus haute importance. L'avenir de la réserve dépendra du choix qui sera fait à l'origine ; et cette réserve entre dans les produits des taillis sous futaie dans des proportions variables, mais que l'on évalue généralement

au quart de leur valeur. Elle exige de ceux qui en sont chargés des connaissances culturelles assez complètes et une attention soutenue. Aussi est-elle confiée dans chaque cantonnement à l'administration forestière locale, celle-ci opérant sous la surveillance et la direction du garde général et de l'inspecteur. La présence de cet agent supérieur est considérée comme une garantie de la bonne exécution de ce travail. Nous avons pourtant entendu fréquemment élever contre cette manière de faire des plaintes dont nous nous ferons d'autant plus volontiers l'écho qu'elles nous paraissent plus justifiées.

Un fait incontestable, c'est que pour une chose aussi sérieuse rien ne vaut l'œil du maître. Mais encore faut-il que ce maître puisse réellement se rendre compte de l'ouvrage qui se fait sous sa direction. Or, le contrôle de l'inspecteur sur le balivage est forcément incomplet. On comprend tout d'abord qu'il lui est impossible d'embrasser du même coup d'œil plusieurs arbres réservés simultanément par différents gardes dans des directions opposées ; mais cet état de choses se trouve encore aggravé de ce fait que souvent l'inspecteur dominé par la besogne, esclave du temps est obligé de précipiter ce travail si délicat pourtant, et de presser les gardes porte-marteaux. Qu'arrive-t-il alors ?

« Poussés, ils s'échauffent, l'un court pour rat-

trapper son rang, et frappe en passant sans trop savoir ce qu'il fait ; tous se hâtent et les fautes se multiplient ; tels arbres sont abandonnés sans qu'on sache pourquoi ; les plus beaux baliveaux sont oubliés ; et après l'exploitation de grands espaces sans arbres s'étendront sur les parties qui ont été courues... On croit aller vite et bien ; on opère en réalité vite et mal ». Ch. Broilliard. *Traitement des bois*, p. 153.

Il serait superflu d'ajouter la moindre observation à ces lignes d'un forestier émérite qui a dû voir quelle part l'opération qu'il décrit si bien. Il est un fait incontestable, c'est que les réserves sont le plus souvent mieux choisies dans les bois des particuliers que dans les forêts de l'État. Mais la faute n'en est pas à l'administration. Ceux-ci ont tout leur temps pour ce travail. Alors que selon le même auteur, une journée est nécessaire à quatre marteaux pour baliver de quinze à vingt hectares de bois, l'administration est souvent forcée d'en baliver plus du double dans le même temps. Mais ne pourrait-on pas y remédier ?

On reconnaît d'une part qu'il est utile, sinon nécessaire, que l'inspecteur ait la surveillance des balivages, d'autre part qu'il lui est matériellement impossible de diriger ceux-ci de sa personne autrement qu'en courant. Partant de là, il s'agit de trouver un

mode qui lui permettra de faire vite et bien. Voici celui que nous proposerions. Les préposés locaux, sous la direction du chef de cantonnement, pourraient procéder à un travail préparatoire. Suivant la coupe méthodiquement, ils désigneraient provisoirement les arbres qui leur sembleraient dignes d'être réservés, par un martelage ou griffage quelconque, ou de tout autre manière. Ils pourraient consacrer à cette opération tout le temps qui semblerait nécessaire : de celle-ci un procès-verbal serait dressé par le garde général présent, procès-verbal qui serait remis aux mains de l'inspecteur. Celui-ci n'aurait plus alors qu'à passer dans la coupe où il se rendrait aisément compte de la valeur du travail effectué : ayant à l'avance sous les yeux, le chiffre des réserves provisoirement désignées, il pourrait soit l'augmenter, soit le diminuer à volonté en en faisant marquer de nouvelles ou en en retranchant quelques-unes. Les gardes passant de nouveau dans la parcelle rendraient définitive leur précédente opération selon le mode ordinaire et effectueraient les changements indiqués. On pourrait trouver à cette méthode un inconvénient, ce serait de donner aux préposés double besogne ; mais de cette besogne aucun ne se plaindrait, trop heureux de cette initiative qui leur serait laissée, trop heureux surtout de pouvoir apporter eux-mêmes à cette plaie des balivages précipités le remède tant

désiré. On exciterait ainsi leur émulation et on éviterait les choix de réserve malheureux.

On éviterait surtout les balivages après coup. Le balivage doit de par sa nature même précéder l'adjudication des coupes ; le cahier d'affiches, le procès-verbal d'adjudication doivent énoncer le nombre des réserves comprises en chaque lot. Les marchands sont ainsi en mesure de tenir compte lors de leur estimation des coupes, de la valeur des arbres réservés. Mais le peu de temps consacré aux balivages est cause que parfois, après être sorti d'une coupe, un inspecteur ayant fait le total de ses baliveaux et trouvant celui-ci trop faible, se contente d'ajouter au procès-verbal de balivage, et plus tard au cahier d'affiches, à la suite de l'énoncé du nombre des réserves d'une coupe, cette simple mention : tant de baliveaux au choix. Ces baliveaux ne seront désignés qu'après l'adjudication, au cours même de l'exploitation. Parfois ce procédé se justifie de la difficulté qu'il y a à pénétrer dans un peuplement trop serré ou trop épineux ; mais hélas, on rencontre souvent des baliveaux au choix dans des coupes très claires. Comment ces baliveaux seront-ils désignés ? Un maximum de circonférence est indiqué à l'affiche, sur lequel doivent compter les amateurs. Puis la coupe adjudgée à un marchand connu le plus souvent, ces baliveaux seront choisis, en raison même de leur

nombre ordinairement modique par les préposés locaux. Peut-être ceux-ci se verront-ils sollicités de ne désigner que de faibles brins, et l'on peut se demander si de cette lutte nouvelle entre leur strict devoir et leurs amitiés, le premier sortira toujours triomphant. En admettant même que rien ne vienne influencer leur choix, il est évident que cette disposition sera préjudiciable à l'État ; car le marchand aura toujours estimé cette retenue à son maximum de volume, qui ne sera la plupart du temps pas atteint dans le balivage. Une modification s'impose donc sur ce point ; et, au préalable, l'interdiction absolue de ces balivages au choix.

Mais la réforme la plus utile en cette matière ne serait-elle pas l'abrogation pure et simple de ce 1^{er} alinéa de l'art. 70. Celui-ci est en effet, un de ceux qui furent le plus souvent attaqués. N'est-ce pas de la part du pouvoir exécutif une prétention exorbitante que celle de vouloir régler ainsi d'avance et d'une manière générale le nombre des baliveaux qui devront être réservés dans chaque coupe ? Ce nombre ne doit-il pas être essentiellement variable, avec les climats, les peuplements, les essences ? N'est-il pas clair jusqu'à l'évidence que ce nombre trop élevé ici, pourra être utilement dépassé ailleurs ?

Aussi a-t-on commencé par discuter la portée de cet article. Malgré ses termes absolus, on a décidé

que ce chiffre de 50 ne désignait qu'un minimum. Le second paragraphe de cet alinéa établit, d'autre part, qu'exceptionnellement, il pourra ne pas être atteint, mais qu'alors « les causes en seront énoncées aux procès-verbaux de balivage et de martelage ». Ce chiffre de 50 ne serait donc plus que l'indication de la moyenne à atteindre dans les peuplements ordinaires. Telle est l'interprétation des forestiers qui trouvent cette règle absurde et gênante. Les plus respectueux ceux-là même peu nombreux d'ailleurs, qui se croient liés par ce texte en déplorent chaque jour les effets au point de vue cultural. C'est dire que cette disposition n'est pas à sa place ici. Elle n'y figurerait probablement pas, si l'ordonnance de 1669, n'avait, elle aussi, réglementé cette matière, une de celles pourtant qui ne sauraient être réglées sagement que sur le terrain. On s'étonne plus encore qu'elle soit arrivée jusqu'à nous sans modification. Abrogée de fait dans la pratique, il semble, que devant les réclamations formulées contre elle, un décret aurait dû depuis longtemps la faire disparaître de nos lois.

C'est d'ailleurs l'art. 70 de l'Ordonnance, tout entier qui est à supprimer. Son deuxième alinéa d'après lequel « les baliveaux modernes et anciens ne pourront être abattus qu'autant qu'ils seront dépérissants ou hors d'état de prospérer jusqu'à une

nouvelle révolution » semble plus dangereux encore que le premier, précisément parce qu'il est plus souvent respecté. Sa stricte observation aboutirait à ne livrer à l'industrie que des bois usés ou avariés pour la plupart, ce qui nous paraît fort exagéré. En édictant cette mesure, les rédacteurs de l'ordonnance entendaient aider par là, à l'accroissement tant désiré du nombre et du volume de nos grands bois. Ils oubliaient alors, que l'Etat, s'il est plus qu'un usufruitier, a cependant le droit et le devoir de se comporter comme tel ; qu'il peut et doit, en bon père de famille, sans négliger l'avenir, retirer de ses bois leur revenu normal. Sans doute il importait de mettre un frein légal à l'administrateur qui eut pu être tenté de réaliser d'une fois des trésors précieusement accumulés, fruits de plusieurs révolutions. On ne saurait d'autre part méconnaître certaines nécessités, comme celle d'abattre des bois en perdition, bien qu'il en ait été ainsi sous le régime de l'ordonnance de 1669. Mais entre ces deux extrêmes une solution moyenne s'impose. Elle consiste à livrer à l'exploitation à chaque coupe, une quantité de bois représentant aussi approximativement que possible, l'accroissement normal de la réserve. L'énonciation dans la loi d'une quotité devant servir de base à l'abandon, comme s'il était dit, par exemple, que l'on abandonnera lors du passage dans chaque coupe, la

moitié, le tiers ou le quart des arbres de réserve en nombre et en volume, cette énonciation disons-nous, n'eût pas permis à un gouvernement, l'empire, de faire à un moment donné coupe nette de nos plus belles réserves. Ce que les inspecteurs firent alors par ordre ; ils peuvent encore le faire quotidiennement selon leur goût, puisqu'ils sont les seuls juges de l'opportunité de cette mesure, puisque c'est à eux de décider si tel ou tel arbre est ou non en état de prospérer jusqu'à la révolution suivante.

C. Des coupes extraordinaires.

L'aménagement avons-nous dit règle l'ordre et la quotité des coupes. C'est pourquoi les coupes effectuées chaque année selon cet aménagement sont dites *coupes ordinaires*. Par opposition on appelle *coupes extraordinaires* toutes celles qui n'ont pas été prévues par l'aménagement. Cette formule si simple résume l'art. 71 qui dispose :

« Seront considérées comme coupes extraordinaires, et ne pourront en conséquence être effectuées qu'en vertu de nos ordonnances spéciales, celles qui intervertiraient l'ordre établi par l'aménagement ou par l'usage observé dans les forêts dont l'aménagement n'aurait pu encore être réglé, toutes les coupes par anticipation, et celles des bois ou por-

tions de bois mis en réserve pour croître en futaie et dont le terme d'exploitation n'aurait pas été fixée par l'ordonnance d'aménagement ».

La distinction des coupes en ordinaires et extraordinaires est aussi ancienne que l'aménagement lui-même. Étaient sous les ordonnances royales réputées extraordinaire toute coupe qui contrevenait aux Règlements établis par les réformateurs. Il était formellement interdit aux Grands Maîtres sous des peines sévères de procéder à la vente des coupes extraordinaires sans l'autorisation du conseil. La raison de cette réglementation était dans la défiance et la suspicion à laquelle furent toujours en butte vis-à-vis du pouvoir les officiers des Maîtrises (1).

On craignait que ces coupes, si elles n'étaient sé-

1. Voici ce qu'à propos des délits commis dans les forêts Cyrano de Bergerac disait de ces officiers : « Il ne faut pas s'attendre pour les répressions à la fidélité, ni à la diligence des officiers des forêts. Il n'y a personne pour peu versé qu'il soit en ce genre d'affaires, qui n'ait expérimenté que les premiers et les plus grands ennemis des forêts, ce sont les officiers qui sont obligés de les garder ; car s'ils empêchent les autres d'y toucher, c'est qu'ils croient que cela ne doit être permis qu'à eux seuls et que sous prétexte de quelque légère finance qu'ils ont donnée pour leurs charges, le fonds et la superficie des forêts est un bien qui leur est propre et patrimonial. (Instruction pour la réformation et la conservation des eaux et forêts, conformément à la nouvelle ordonnance de Louis XIV roi de France, p. 6).

vèrement réglementées, ne fussent un prétexte de plus à détournements et à malversation. Cette prohibition n'était pas absolue, elle pouvait être levée par le roi en cas de nécessité. Etaient alors comprises dans les coupes extraordinaires et soumises à cette autorisation spéciale toutes les coupes de bois de futaie, ceux-ci n'étant pas compris dans les règlements ; extraordinaires aussi toutes les coupes d'arbres de réserve.

Les futaies étant aujourd'hui soumises à l'aménagement comme les taillis, les coupes effectuées selon cet aménagement rentrent dans les coupes ordinaires : mais celles qui s'appliqueraient à des futaies non encore aménagées devraient en vertu même de l'art. 71 être autorisées par décret.

Quant aux arbres de réserve, en présence de l'ancien usage, et à défaut de mention spéciale, un doute s'éleva aussitôt après la promulgation de l'ordonnance sur le point de savoir si la coupe en devait être réputée extraordinaire. Une distinction pouvait être faite alors comme aujourd'hui entre la coupe des arbres de réserve compris dans une coupe ordinaire et effectuée selon les prescriptions de l'art. 70, et celle des mêmes arbres effectuée séparément, la première semblant autorisée à l'avance par le même article, et la seconde seule pouvant être regardée

comme extraordinaire et soumise aux formalités de l'art. 71. Quoi qu'il en soit, le 6 février 1828, intervenait la décision ministérielle suivante :

« Les baliveaux anciens et modernes qui se trouvent dans les coupes arrivées en tour d'exploitation peuvent être abattus sans qu'il soit besoin d'une autorisation spéciale, lorsqu'ils sont dépérissants ou hors d'état de prospérer jusqu'à une révolution suivante. L'article 70 n'a pas reproduit l'article 12, titre XV, de l'Ordonnance de 1669, qui voulait qu'aucun baliveau ancien ou moderne ne fût abattu qu'en vertu d'une ordonnance du roi. »

Que conclure de là, sinon que la coupe des mêmes arbres hors du tour d'exploitation de la parcelle où ils se trouvent est regardée comme extraordinaire. Et en fait l'administration forestière se soumet dans ce cas à l'autorisation spéciale du ministre.

Il en résulterait encore que la vente dans une coupe en tour d'exploitation d'arbres ni dépérissants, ni hors d'état de prospérer jusqu'à la révolution suivante, devrait-elle aussi être autorisée par décret comme coupe extraordinaire. Mais il faut reconnaître qu'un usage constant a fait de cette disposition, sur ce point, une lettre morte. L'administration, représentée par un certain nombre d'inspecteurs, corrigeant en cela l'excès de rigueur de cette législation, paraît s'en être affranchie de bonne heure et abandonne couramment dans les coupes

ordinaires des arbres vigoureux, et cela d'autant plus volontiers qu'il lui est toujours facile de se couvrir de ce prétexte que les arbres ne prospèrent plus. Cet oubli de la loi semble appeler sur ce point la même modification que le deuxième alinéa de l'article 78. Peut-être pourrait-elle consister dans l'indication même de la quote-part en arbres et en volumes que les agents forestiers pourraient abandonner s'ils le jugeaient convenable sur les modernes et les anciens d'une coupe en tour d'exploitation : l'abandon de cette quote-part ne devant plus être réputée coupe extraordinaire.

Une coupe extraordinaire de quelque nature qu'elle soit, peut avoir des motifs différents. Ou bien elle se trouve nécessitée par certains accidents, incendie ou verglas, par ex., qui en rendent les bois incapables de prospérer à l'avenir, ou bien elle n'a d'autre but que de procurer un supplément de ressources à l'Etat. L'article 71 ne fait aucune distinction. Toutes les coupes extraordinaires doivent être autorisées par ordonnance spéciale. Sans doute, il paraîtrait assez logique de laisser dans le premier cas, l'administration seule juge de cette mesure. Mais peut-être a-t-on craint le retour de certains abus trop nombreux du temps des Maîtrises. Toutes ces coupes ont d'ailleurs ce caractère commun d'être des dérogations à l'aménagement. Et l'aménagement

étant lui-même réglé par ordonnance, il était naturel d'en soumettre les modifications aux mêmes ordonnances, *nam nihil tam naturale est quam quidquid eodem genere quo colligatum est dissolvere*. Pourtant une ordonnance du 10 mars 1831 est venu décider que la coupe des arbres endommagés, ébranchés, morts ou dépérissants pourrait être autorisée par le directeur général, après délibération du conseil d'administration.

L'article 16 du Code forestier, qui pose le principe de la nécessité de l'ordonnance spéciale pour les coupes extraordinaires, en indique la sanction, qui est la nullité des ventes :

« Il ne pourra être fait dans les bois de l'Etat aucune coupe extraordinaire quelconque, ni aucune coupe de quarts en réserve ou de massifs réservés par l'aménagement pour croître en futaie, sans une ordonnance spéciale du roi, à peine de nullité des ventes, sauf le recours des adjudicataires, s'il y a lieu, contre les fonctionnaires ou agents qui auraient ordonné ou autorisé ces coupes.

Cette ordonnance spéciale sera insérée au *Bulletin des lois*. »

Mais quels sont ceux qui pourront se prévaloir de cette nullité ? Le roi d'abord ; nous dirions aujourd'hui le ministre de l'agriculture ; il est juste qu'il puisse faire respecter les prérogatives qui lui ont

été conférées par la loi. Mais ce même droit appartient-il d'une part « aux fonctionnaires ou agents qui auraient ordonné ou autorisé ces coupes », d'autre part aux marchands qui s'en seraient rendus acquéreurs ? Dans le silence de la loi, on décide généralement que ce droit n'appartient qu'au ministre de l'agriculture, dont le silence peut être considéré comme une ratification tacite. Il nous semble pourtant que l'on se trouve ici en présence d'une disposition d'ordre public, et qu'à ce titre le droit de poursuivre la nullité appartient à tous. Sans doute, il ne tiendra qu'au pouvoir exécutif de mettre les ventes ainsi effectuées à l'abri de toute annulation en les autorisant après coup ; mais nous considérerions comme régulières les poursuites intentées contre leur validité par tout citoyen.

L'action indirecte accordée aux adjudicataires, contre les fonctionnaires ou agents, n'est qu'une application du droit commun (art. 1382 du Code civil).

Le dernier alinéa de l'art. 16 ne s'explique guère aujourd'hui. Pour en comprendre la portée, il faut remonter à la discussion même du Code forestier. La disposition proposée par les différents rapporteurs, adoptée ici et d'après laquelle les coupes extraordinaires doivent être autorisées par ord. royale, fut combattu par un groupe, qui voulait exiger

pour les mêmes coupes l'intervention législative. Ce fut à titre de transaction qu'il fut décidé que les ord. spéciales autorisant des coupes extraordinaires devraient être insérées au *Bulletin des lois*. La soumission des coupes extraordinaires à la formalité d'une autorisation spéciale n'a d'autre but, aujourd'hui comme autrefois, que de faire respecter l'aménagement. Ce but était alors atteint, en ce sens que cette formalité soustrayait les forêts à l'exploitation désordonnée des officiers des eaux et forêts; mais rien ne pouvait les garantir contre les rois, qui souvent se servirent de ces coupes extraordinaires pour battre monnaie. La même formalité, de nos jours, peut aider l'aménagement à atteindre son but qui est d'annaliser et de régulariser la production du sol forestier, mais pas plus qu'autrefois elle ne met ce même aménagement à l'abri des tentatives du pouvoir exécutif représenté présentement par le ministre de l'agriculture. Il est vrai que ce ministre étant, d'après le Code même, le maître de l'aménagement, la révision de l'art. 15 du Code devra logiquement précéder celle de l'art. 71 de l'ordonnance réglementaire.

D'une loi sur les aménagements.

Le moment est venu pour nous d'examiner ce reproche formulé par M. Henry Michel à son cours et reproduit par M. L. Chancere! dans sa conclusion : la loi des 15-29 sept. 1791, dans l'art. 4 de son titre 15, déclarait : « Il sera incessamment fait une loi sur les aménagements. » Or, cette loi n'a jamais été faite. »

Le même article de la même loi (sept. 1791) annonçait également une loi sur l'organisation forestière qui ne se fit pas longtemps attendre. Comment se fait-il que l'on puisse, après cent ans, avoir à rappeler cette promesse ? Que les différents gouvernements qui succédèrent à l'Assemblée Nationale, Consulat, Directoire, Empire même, aient pu se désintéresser de cette matière, soit. Mais le Code forestier, semble-t-il, devait tenir à honneur de réparer cet oubli et cette négligence. Il n'en fut rien pourtant, ou du moins s'il le fit, ce fut d'une manière assez timide pour qu'il ait pu être accusé de-

puis lors de n'en avoir rien fait. Nous venons d'analyser ses dispositions, nous sommes donc en mesure d'apprécier son œuvre.

Cette œuvre fut incomplète, on ne saurait le nier, mais le plus bizarre, c'est que le législateur ait pris lui-même la peine d'expliquer sa brièveté sur ce point :

« La loi déclare que les bois et forêts de l'Etat sont assujettis à un aménagement ; elle ne règle pas cet aménagement, parce que ce règlement est un acte matériel d'administration qui n'est pas du domaine de la loi, mais elle prononce qu'il sera déterminé par une ordonnance royale » (vicomte de Martignac, Exposé des motifs à la Chambre des députés).

« Une loi délibérée en 1827, disait de son côté le baron Favart de Langlade, ne doit être semblable ni à l'ordonnance émanée d'un monarque qui réunissait le pouvoir exécutif au pouvoir législatif, ni aux décrets d'une Assemblée qui tendrait à empiéter sur les prérogatives de l'autorité royale. Dans l'ordre actuel des choses, la loi ne doit renfermer que des principes, que des règles stables ; tout ce qui prend le caractère de disposition réglementaire et d'exécution, tout ce qui est mobile et variable, rentre dans le domaine des ordonnances » (Rapport à la Chambre des députés).

Même excuse sous une autre forme avec le comte Roy à la Chambre des pairs :

« L'Etat est propriétaire du domaine public : or, il appartient au propriétaire de prescrire les règles d'administration de son domaine et la loi est l'expression directe de la volonté de l'Etat. Ce n'est donc pas parce qu'il serait hors des attributions de la puissance législative de fixer dans leurs détails les règles des aménagements des forêts domaniales que nous ne devons pas demander que le projet de loi s'étende à ces détails, mais c'est parce que de telles opérations ne peuvent être faites utilement et avec connaissance que par l'administration. »

A ces raisons, les législateurs auraient pu en ajouter une autre et expliquer leur propre silence par celui de leurs modèles, l'ord. de 1669 et la loi de septembre 1791. L'ordonnance de 1669, en effet, était à peu près muette sur les règlements. C'est le nom que portait alors l'aménagement. De cela, il y avait une première explication que donnait, en 1681, dans un petit volume intitulé : « Instruction pour la réformation et conservation des eaux et forêts conformément à la nouvelle ordonnance de Louis XIV », Cyrano de Bergerac, un de ceux qui collaborèrent à l'ordonnance.

« L'expérience, dit-il, a fait connaître qu'une uniformité si exacte de jurisprudence ne peut être gar-

dée en tous les différents départements des forêts. Il y a cent choses qui conviennent à certains fonds, à certaines natures de bois, à certains pays et à certains peuples qui ne conviennent nullement à d'autres, et qui seraient même préjudiciales si on les voulait introduire aux bois ou un autre usage a été de tous temps reconnu nécessaire. Or, les ordonnances sont générales et ne regardent que les cas les plus ordinaires, *quæ επι πλειων.* »

C'est à peu près celle qui fut reproduite par le comte Roy. De ce silence de l'ordonnance de 1669, il y avait aussi une seconde raison. C'est que les règlements avaient été établis par ordonnance d'Henri IV. Bien plus, Louis XIV lui-même avait, nous l'avons vu dans notre historique, fait compléter et réviser ce travail dès 1661, par conséquent bien avant l'ordonnance. Des dispositions réglementaires sur ce point pouvaient donc paraître inutiles, et parce que les réformateurs avaient accompli leurs tâches, et parce que les prescriptions particulières qui leur avaient été adressées devaient subsister. Enfin et surtout, à cette époque où le Roi était tout, pouvoir à la fois législatif et exécutif, et où il légiférait au nom de son plaisir. « Car tel est notre plaisir » formule consacrée, il ne pouvait être question de séparer telle ou telle disposition de telle autre, sous prétexte que celle-ci appartenait à un pouvoir,

et celle-là à un autre. Des règles avaient été posées, il suffisait.

Le législateur de 1791 lui, s'excusa de ne pas donner cette loi, qui s'imposait à lui précisément en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, qu'il venait de poser.

Les excuses des rédacteurs du Code forestier ne sauraient pourtant être repoussées sans examen. Sans doute, il est dans les opérations même que nécessite l'aménagement, des règles qui appartiennent plus à la sylviculture qu'à la loi qu'il convient de laisser à l'administration. Sans doute, l'aménagement sera susceptible de modifications qui tiennent à la nature des lieux, à l'âge et à l'essence des bois. Sans doute il est de par son essence même un acte d'administration. Mais il y a encore autre chose dans l'aménagement. Il y a des principes que l'on ne saurait, sans péril, abandonner au pouvoir exécutif : il y a des règles mêmes qui eussent certainement gagné à être posées par une loi. L'importance même de ces matières n'échappa pas complètement aux rédacteurs du Code, puisqu'ils en consacrèrent quelques-unes dans l'ordonnance réglementaire du 1^{er} juillet 1827, art. 68, 69, 70. Mais ce faisant, ils tombèrent eux-mêmes dans une confusion de pouvoirs regrettable, et ils réglementèrent, d'autre part, des points qui ne se réglementent point, mais se

règlent sur le terrain. C'étaient précisément les deux défauts qu'ils semblaient vouloir éviter.

Sans insister autrement sur les défauts de cette méthode, défauts déjà signalés d'ailleurs, nous devons conclure qu'il y a là dans notre loi un vice et une lacune. La loi demandée par le législateur de 1791, celui de 1827 ne l'a donnée qu'insuffisante et imparfaite. C'est au législateur de l'avenir qu'il appartient de la compléter et de la corriger. C'est à lui qu'il appartient, notamment, de dire quels principes doivent présider aux aménagements, éducation des futaies ou autres, à lui aussi d'organiser les commissions d'aménagements, de poser les règles du balivage, à lui enfin de mettre cet aménagement préparé à l'abri des tentatives possibles du pouvoir exécutif.

Nous avons dit tout l'intérêt qui s'attache à l'aménagement, nous avons vu comment il pouvait être compromis par des coupes extraordinaires, le législateur a prévu et réglementé ce cas. Mais notre richesse forestière n'aurait pas moins à craindre d'un aménagement trop prodigué et d'une exploitation trop avare. Les forêts s'offrent comme d'elles-mêmes aux gouvernements en butte aux embarras financiers, l'histoire est là pour notre instruction. Pour y remédier, on en subordonne l'aliénation à l'approbation législative, c'est bien. On soumet ces

forêts à un aménagement, et les coupes faites en dehors de cet aménagement, à une autorisation spéciale, ce serait bien, si on ne laissait le même pouvoir exécutif libre de cet aménagement, comme de cette autorisation spéciale. Car il est clair que le gouvernement qui voudra demander aux forêts des ressources extraordinaires, au lieu d'aliéner, au lieu d'effectuer des coupes extraordinaires même qui pourraient attirer l'attention, n'aura qu'à convertir les aménagements précédemment établis, qu'à diminuer ses réserves, pour obtenir par cette voie détournée au détriment de nos richesses forestières, ce qu'on voulait précédemment lui retirer.

Le Code de 1827 laissait au roi un pouvoir trop étendu, reste des prérogatives royales. Avec notre constitution actuelle, c'est le décret qui a remplacé l'ordonnance, et le Code laisse, en réalité, nos forêts à la merci du ministre auquel en est confiée la direction. En vérité il lui faudra la signature du Président de la République ; mais cette signature est elle autre chose qu'une simple formalité ? Et d'ailleurs, une conversion d'aménagement peut se couvrir sous d'excellentes raisons. Le transport même de la direction des forêts du ministère des Finances au ministère de l'Agriculture, est un argument de plus à l'appui de notre thèse, mais nous paraît bien insuffisant comme remède, sans doute le ministre

des Finances aura besoin au jour des difficultés de s'adresser à un collègue ; mais les ministres ont-ils quelque chose à se refuser ?

Donc légalement rien ne s'oppose au gaspillage de nos forêts, ni l'aménagement ni le Code. Il est heureux que depuis 1827 personne n'en ait profité ; mais le péril subsiste ; et nos finances ne sont pas dans un état de prospérité telle que l'on puisse écarter pour toujours toute inquiétude. Il y a donc urgence à répondre à l'appel du législateur de 1791. C'est un héritage que ne saurait répudier la troisième république. Avec de telles raisons, cent années d'attente ont pu paraître excessives, même en matière législative, aux esprits les moins prévenus.

CONCLUSION

Dans notre étude historique, nous avons exposé comment la législation forestière d'un peuple, en général, et la nôtre en particulier, suivait dans son développement l'essor de la civilisation, comment étaient appelés à se modifier, avec les siècles, la conception de l'utilité des forêts, c'est-à-dire de leur rôle dans l'Etat, et celle du rôle de l'Etat vis-à-vis de ces mêmes forêts. Nous nous sommes arrêtés, dans nos explications historiques, à la lettre du Code, nous réservant pour plus tard la tâche de compléter cet aperçu. Ce Code n'a d'ailleurs reçu, depuis sa promulgation, aucune modification sur ce point et c'est sous son empire que nous écrivons.

Nous avons, d'autre part, exposé la théorie de l'école de Nancy, simple commentaire de cet art. de l'ordonnance réglementaire étudié lui aussi en son temps : « Les aménagements seront réglés dans l'intérêt des produits en matière et de l'éducation des futaies ». Cette théorie fondée sur la valeur supérieure au point de vue économique, des bois de

grande dimension, sur l'intérêt de la société, sur le péril même que présenterait la rareté de ces bois, a pu avoir sa raison d'être sous Colbert, et même lors de la rédaction du Code, mais nous semble avoir fait son temps.

De l'aveu même de M. Puton, l'exploitation des bois en futaie ne fournit qu'un rapport moitié moindre de celui que produirait l'exploitation en taillis. Il semblerait donc que ce second mode de traitement dût remplacer le premier, le rôle de l'Etat étant avant tout de ne négliger aucune de ses ressources. Mais si les raisons données par les économistes forestiers ne sont pas assez fortes pour motiver le principe posé en l'art. 68, elles seraient néanmoins suffisantes pour faire rejeter cette solution, du moins dans l'état actuel des choses.

Aussi ne demandons-nous pas le retour au régime du taillis simple, ni même une application générale et exclusive en nos forêts du taillis composé ; nous ne demandons qu'une chose bien chère à tous les forestiers, *l'application des règles élémentaires de la sylviculture à toutes nos forêts de France.*

Nous demandons qu'une exagération de principes ne persiste pas à vouloir élever des futaies là où elles ne veulent pas prospérer, ni surtout à appliquer cette longue révolution à des peuplements de charme ou de bois blancs qui ne peuvent que perdre

à ce traitement. Les modifications que nous signalions comme pouvant être apportées utilement tant dans la composition des commissions d'aménagement, que dans les opérations du balivage seront d'un précieux secours ; mais c'est surtout le principe même de l'exploitabilité qui doit être changé. A l'exploitabilité économique succèdera l'exploitabilité commerciale.

Sans doute, l'étendue de nos futaies se trouvera diminuée de ce fait ; mais si à cette méthode nouvelle correspond une nouvelle réglementation sur les balivages, peut-être sera-t-il permis d'espérer que cette diminution de production ne sera pas très sensible. Dût-elle être sensible qu'il n'y aurait pas lieu de s'en préoccuper. La ruine des forêts serait sans doute susceptible de causer quelque embarras ; mais il ne saurait y avoir de danger à les rendre à une exploitation plus rationnelle.

« La mission de l'Etat, dit M. Chanceler, ne consiste plus uniquement dans la production des grands bois, mais dans la production des bois donnant le bénéfice net le plus élevé. »

La situation économique a complètement changé sur ce point depuis un demi-siècle. Notre marine à laquelle on attribuait en 1827, lors de la rédaction du Code des besoins considérables, n'emploie guère

annuellement plus de 200.000 de bois (1). Dans l'industrie du bâtiment, une véritable révolution est venue substituer au chêne, notre bois national, le fer et les bois du Nord et aussi les bois blancs du pays. Et cette substitution favorisée par des transports économiques s'opère jusqu'en pleine forêt. Bien plus des bois étrangers, nous parlons des chênes et non des bois exotiques, font à nos futaies dans la menuiserie une redoutable concurrence. On en conclut que nous manquons de bois. Le marché manque de bois, cela est certain, mais les forêts en regorgent, si l'on peut ainsi parler. L'on objecte encore ; le prix des bois a baissé. Est-ce un motif pour ne pas tirer de nos forêts un revenu annuel aussi élevé que possible. Devant la concurrence faite aux bois par le fer et par la houille, la baisse était fatale ; peut-être même s'accroîtra-t-elle encore. Mais ce ne saurait être une raison pour laisser entasser en nos forêts des richesses que l'on ne songera à utiliser que lorsqu'elles n'auront plus de prix.

C'est le manque de bois sur notre marché qui a permis et qui permet au fer de prendre une place aussi large dans les constructions. C'est le manque de bois qui a permis et qui permet aux peuples du

1. La valeur des bois cédés directement par les forêts de l'État à la marine est pour le budget de 1898 de 16.920 fr.

Nord d'envoyer leurs sapins jusqu'en nos forêts du centre et ce manque de bois n'a d'autre cause que la législation étroite et insuffisante à laquelle sont soumises nos forêts (éducation des futaies, balivage, abandon). C'est la même enfin qui permet à la Hongrie de nous envoyer ses plus beaux chênes, puisqu'il est dit chez nous que ces arbres ne doivent être abattus que lorsqu'ils sont avariés.

Mais on a parlé de péril national ! Au lendemain d'une conflagration générale, a-t-on dit, alors que les ressources des nations voisines nous seront peut-être fermées, il faut que nous puissions trouver en nos forêts assez de bois pour réparer des malheurs possibles, pour la réfection de notre flotte et la réédification des bâtiments détruits. On ne saurait blâmer cette prévoyance. Mais le danger est-il véritablement aussi grand ? Nous ne le croyons pas. Quelque douloureux que soit ce souvenir, n'avons-nous pas pour nous instruire, notre malheureuse guerre de 1870-1871 ? Nous ne savons rien des guerres futures, mais il est permis d'espérer qu'aucune n'amassera autant de ruine que cette invasion dévastatrice, dont les horreurs s'accrurent encore de celles de l'insurrection qui mit Paris à feu et à sang. Notre marine seule échappa au désastre. Or, si l'on se reporte aux adjudications de ce temps, on constate : 1° que la vente des coupes ordinaires parut alors suffisante ;

2^o que le cours même des bois d'industrie n'en subit aucune augmentation.

Nous sommes peu touchés après cela de l'argument que l'on prétend tirer de la rareté des futaies dans les bois des particuliers, non plus que de leur disparition des bois de l'Eglise et des communes. Peu nous importe, d'autre part, que l'étendue des forêts de l'Etat évaluée à 2 millions et demi d'hectares en 1795, ne soit plus aujourd'hui que de 900.000 hect. (Puton). Ce chiffre de 2 millions et demi fourni par une commission du Conseil des cinq cents (1795) est d'ailleurs assez problématique ; et ce n'est plus 900.000 hect., mais exactement 1.118.119 hect. d'après les Etats signalétiques de la direction des forêts que compte actuellement notre domaine forestier. Ce chiffre n'a pas varié en un siècle comme on le dit, mais en 25 ans ; il est aujourd'hui assez sensiblement le même qu'il était déjà en 1820, les Etats d'assiette accusaient alors 1.212.566 hect. Enfin, par l'application des principes posés en l'Ordonnance réglementaire, l'étendue des futaies passait de 1827 à 1868, de 60.000 hect. (Rapport du comte Roy), à 757.012 hect., dont 473.537 hect. de futaie proprement dite et 283.475 hect. de bois en conversion. D'où il ne serait peut-être pas téméraire d'affirmer que par l'effet des soins dont elles ont été l'objet depuis le commencement de ce siècle, nos forêts sont,

à surface égale, susceptibles d'un rapport supérieur à celui qu'elles fournissaient alors.

Pourtant, en comparant les budgets des forêts de ce siècle, on constate que leur rapport moyen qui dépassa 35.000.000 jusqu'en 1870, n'est guère depuis lors supérieur à 26 millions. On a cherché à expliquer cette diminution, par la cession des forêts d'Alsace-Lorraine, et par la baisse du cours des bois. Mais l'étendue même des forêts cédées, 150.000 hect. environ, est trop faible pour correspondre à une diminution aussi notable. Et le cours des bois, sa moyenne du moins, fut pendant cette période, en dépit même de la vulgarisation de la houille et du fer, assez sensiblement la même. Le budget des forêts semble d'ailleurs depuis quelques années reprendre une marche ascendante (Voir tableau annexé). Cette augmentation dans la période même, pendant laquelle ont été atteints pour les bois, les cours les plus faibles a sa cause dans les conversions partielles de l'aménagement entreprise sous la pression de l'opinion publique.

De ces faits, il est permis de conclure que la guerre de demain, fût-elle plus terrible que toutes celles que nous avons vues jusqu'à ce jour, dût-elle nous coûter toute notre marine, l'exploitation rationnelle de nos bois est suffisante pour fournir au jour du besoin les matériaux demandés. Que s'il faut alors re-

courir à des coupes extraordinaires et entamer la réserve, il sera temps alors, mais alors seulement de substituer en nos forêts un régime d'économie à un régime de jouissance normale. Pour aujourd'hui, c'est le contraire qui s'impose. *Et nous appelons de tous nos vœux la réforme légale et la révision générale de l'aménagement, qui ramèneront l'Etat à son véritable rôle, celui de l'usufruitier.*

1^{er} TABLEAU

Tableau des aliénations des forêts domaniales

Années de la vente	Contenance vendue	Prix de vente	Loi autorisant l'aliénation
1814-1815	39.546.70	33.289.058 ^r	Loi du 23 septembre 1814.
1816	2.441.23	4.959.797	
1818	21.246.07	16.691.102	
1819	34.449.45	23.234.527	
1820	18.659.63	14.526.868	Loi du 25 mars 1817.
1821	23.646.36	20.116.501	
1822	18.323.40	9.879.080	
1823	3.388.89	2.375.806	
1824	2.206.83	1.392.324	Loi du 25 mars 1831.
1825	4.55	1.923	
1826	34.64	23.034	
1831	24.729.20	22.703.211	
1832	41.723.97	35.376.385	Loi du 8 août 1850.
1833	23.559.99	24.095.696	
1834	14.626.85	17.977.295	
1835	12.140.32	14.144.685	
1852	7.404.49	9.101.447	Loi du 5 mai 1855.
1853	15.713.33	13.437.775	
1854	2.912.48	2.221.115	
1855	9.294.54	7.516.736	
1856	5.635.19	6.093.320	Déc. du 27 mars 1852, loi du 28 juill. 1860 (reboisement des montagnes et constr. de routes forestières), lois du 19 mai 1863 et du 2 août 1868 (constr. de routes forestières), loi du 8 juin 1864 (gazonnement des montagnes), loi du 18 juill. 1866 (amortissement).
1861	1.064.28	1.149.247	
1862	5.900.88	6.773.960	
1863	7.157.87	4.875.647	
1864	7.946.11	7.492.241	
1865	5.189.60	4.120.483	
1866	2.619.79	4.233.517	
1867	446.28	831.188	
1868	536.79	595.300	
1869	109.49	169.610	
1870	18.51	24.000	
Totaux...	352.644.71	306.414.882	

NOTA. — Aucune aliénation n'a été faite depuis 1870.

2^e TABLEAU

*Tableau des contenances des forêts domaniales
à des époques diverses.*

1791, d'après le comité des domaines.....	4.704.917 h.
1795, d'après la comm. du conseil des Cinq Cents	2.592.706 —
1820, d'après les états d'assiette	1.212.566 —
1821, Id.	1.190.453 —
1825, Id.	1.122.076 —
1830, Id.	1.128.832 —
1834, Id.	1.033.127 —
1848, Id.	1.023.642 —
1855, Id.	1.092.655 —
1858, Id.	1.077.046 —
1860, Id.	1.063.221 —
1863, Id.	1.090.186 —
1865, Id.	1.111.759 —
1866, Id.	1.086.867 —
1867, Id.	1.091.541 —
1868, Id.	1.088.966 —
1869, Id.	1.084.565 —
1872, Id.	998.540 —
1873, Id.	991.768 —
1874, Id.	990.612 —
1875, Id.	992.954 —
1876, Id.	982.118 —
1877, Id.	985.086 —
1878, Id.	989.086 —
1879, Id.	990.888 —
1880, Id.	991.926 —
1881, Id.	997.768 —
1882, Id.	997.768 —
1883, Id.	1.003.948 —
1884, Id.	1.012.688 —
1885, Id.	1.124.068 —
1886, Id.	1.020.106 —
1887, Id.	1.070.477 —
1889, d'après le tableau annexé au déc. du 9 avril 1889	1.070.616 —
1891, d'après les rectifications faites en 1889.....	1.075.616 —
1892, d'après la statistique forestière décennale de 1892.	1.089.096 —
1894, d'après les états signalétiques	1.098.356 —
1895, Id.	1.111.129 —
1896, Id.	1.118.194 —

3^e TABLEAU

Produit en argent des forêts domaniales.

Années	Produits des coupes	Produits divers	Totaux
1842	31.288.920 fr.	2.908.661 fr.	34.287.581 fr.
1843	25.535.303	4.717.025	30.252.329
1844	27.174.698	3.077.325	30.252.024
1845	35.046.959	6.020.169	41.067.126
1846	33.583.504	6.303.405	39.886.910
1847	24.956.396	6.015.738	30.972.135
1848	23.736.664	5.630.498	29.367.162
1849	25.102.981	5.929.483	31.032.465
1850	28.035.090	6.448.628	34.483.716
1851	22.097.484	5.896.139	27.993.623
1852	29.073.687	5.814.351	34.888.039
1853	29.988.444	6.236.974	36.225.419
1854	24.860.918	5.677.922	30.538.840
1855	30.901.294	5.713.004	36.614.298
1856	32.238.961	5.685.568	37.924.529
1857	32.576.585	5.280.991	37.857.577
1858	31.278.832	4.823.419	35.102.252
1859	33.077.592	4.719.034	37.796.626
1860	37.691.374	4.815.309	42.506.683
1861	37.719.176	5.142.984	42.862.160
1862	35.264.896	4.802.672	40.066.569
1863	34.130.623	4.002.862	38.133.485
1864	37.022.861	4.743.722	41.766.583
1865	36.547.314	4.601.339	41.148.654
1866	36.431.557	4.376.394	40.897.861
1867	34.496.723	4.308.772	38.805.495
1868	33.352.716	3.951.611	37.304.327
1869	35.820.171	4.127.372	37.548.844
1870	4.844.667	2.227.886	7.082.056
1871	49.281.167	3.707.721	52.988.888
1872	40.618.120	4.019.135	44.637.255
1873	31.679.571	3.760.344	35.439.915
1874	30.395.511	2.890.135	33.285.646
1875	33.981.882	6.663.832	37.648.714
1876	34.951.582	4.088.050	39.039.632
1877	30.697.740	3.375.669	34.073.409
1878	29.472.020	3.116.436	32.588.456
1879	29.511.315	3.339.263	32.850.578
1880	31.727.406	3.400.217	35.127.623
1881	25.850.428	3.502.509	29.352.937
1882	24.389.947	3.021.249	27.411.196
1883	23.519.017	4.489.492	28.008.509
1884	23.791.269	4.433.229	28.224.498
1885	22.012.312	4.091.579	26.103.891
1886	20.762.745	3.816.201	24.578.946
1887	20.873.564	3.879.338	24.752.902
1888	21.851.083	3.827.581	25.678.364
1889	21.273.698	3.939.685	25.213.383
1890	22.012.027	4.005.559	26.018.486
1891	23.835.935	3.911.637	27.747.572
1892	24.219.937	3.923.155	28.143.092
1893	23.698.267	3.757.262	27.455.530
1894	22.902.233	4.016.387	26.918.620
1895	24.269.911	4.309.845	28.579.756

BIBLIOGRAPHIE

- Martin. — Recueil général des lois de France sur le fait des eaux et forêts. Orléans, 1582.
- Jakstyon. — Édits et ordonnances, coutumes et jugements. Paris, 1610.
- Bonneson, sieur de Bazoché. — Édits et ordonnances des rois de France sur le fait des eaux et forêts. Paris, 1615.
- Cyrus de Bergeron. — Sur l'ordonnance de 1669. Paris, 1681.
- De Gallon. — Conférence sur l'ordonnance de 1669. Paris, 1739.
- Poquet. — Recueil de décisions judiciaires. Paris, 1752.
- Joussé. — Commentaire sur l'ordonnance. Paris, 1772.
- Ernoult. — Code Forestier. Paris, 1821.
- Corn. Delisle et Frédéric. — Code Forestier. Paris, 1827.
- Gagneraux. — Code Forestier. Paris, 1827.
- Baudrillart. — Traité général des Eaux et Forêts. Paris, 1821-1843.
- Mesume. — Commentaire du Code forestier. Paris, 1841.
- Dezobry. — Études sur le régime du Code forestier. Paris, 1853.
- Paton. — L'aménagement des forêts. Code de régulation forestière. Paris, 1883.
- Lefebvre (Ch.). — Origines de la sylviculture. Paris, 1884.
- Delpechin. — Les Forêts de France. Tourt, 1886.
- J. Chénier. — Les Forêts des forêts. Thèse. Paris, 1893.
- Breillard. — Le régime des bois en France. Paris, 1894.

VU :

Le Président de la thèse,

E. CHAVEGRIN.

VU :

Le Doyen,

GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER. — *Historique.*

§ 1. 1 ^{re} phase. — Des origines au xiii ^e siècle . . .	5
§ 2. 2 ^e phase. — Du xiii ^e au xv ^e siècle . . .	14
§ 3. 3 ^e phase. — Du xv ^e siècle à la Révolution. . .	24
§ 4. 4 ^e phase. — Les lois révolutionnaires . . .	46
§ 3. 5 ^e phase. — A. Le Code forestier . . .	57
B. Observations générales . . .	62

CHAPITRE DEUXIÈME. — *Aménagement.*

§ 1. Historique . . .	70
§ 2. Définition : A. Qu'est-ce que l'aménagement. .	80
B. Aménagement et exploitabilité .	83
C. Différentes sortes d'aménagement. .	87
§ 3. Nécessité de l'aménagement . . .	93
§ 4. De l'autorité compétente pour régler . . .	99
A. L'aménagement proprement dit . . .	99
B. Le balivage et l'abandon. . .	111
C. Les coupes extraordinaires . . .	122
§ 5. D'une loi sur les aménagements. . .	130

CONCLUSION

Tableaux statistiques . . .	147
Bibliographie. . .	151

